





1-10

unrecorded.

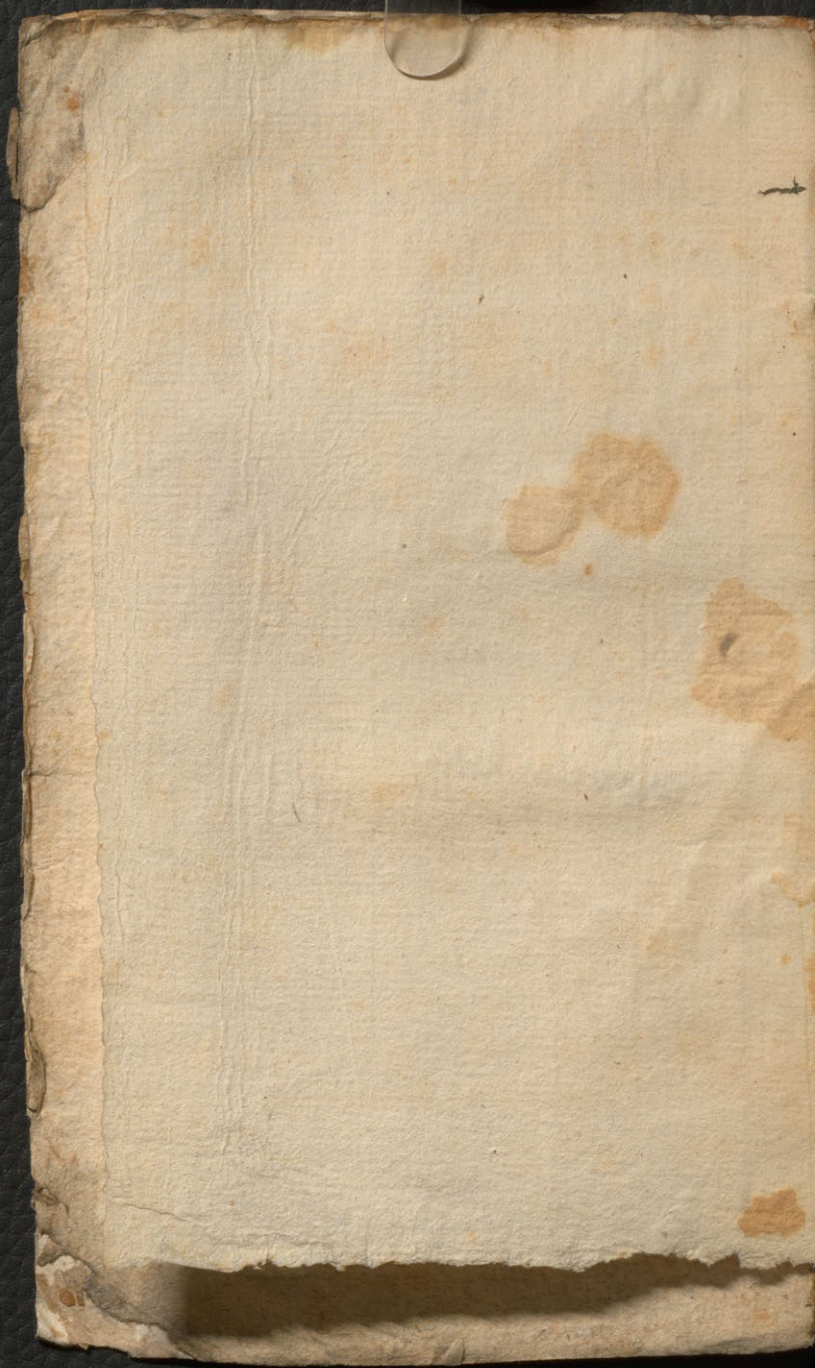
53. MEMOIRE HISTORIQUE sur le negociation de la France & de l'Angleterre, depuis le 26 Mars, 1761, jusqu'au 20 Septembre de la Meme annee, avec les Pieces Justificatives. A Paris: de L'Imprimerie Royale, 1761. Large Paper Copy, rewrapped in marbled paper, 8vo \$ 80.00

Tremaine 338. This extremely rare original official French edition, printed on thick paper at the Royal Printing Office, was issued under the

53. Cont.

authority of Government for the purpose of placing the French case before the Countries of Europe in the most favourable light, and in order to throw upon Great Britain the blame of breaking off Peace Negotiations. It narrates the troubles existing between the two Powers in North America prior to the breaking off of the Peace negotiations in 1761, and tabulates the proposed Articles of Peace, the respective French and English Ultimatums, the Correspondence between the Ministers, the Definitive Propositions from Great Britain to France respecting the cession of Canada, the limits of Louisiana, and the Newfoundland fishing rights; with other highly important historical documents. It was immediately re-issued in London.

This edition is printed in larger type and collates Title / 4 preliminary leaves / 196 pages.



MÉMOIRE
HISTORIQUE

SUR LA NÉGOCIATION
de la France & de l'Angleterre,
depuis le 26 Mars 1761,
jusqu'au 20 Septembre de la
même année, avec les Pièces
justificatives.



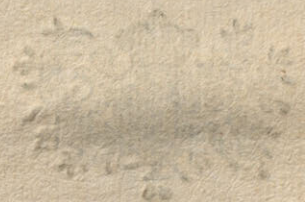
Sur l'Imprimé ;
A P A R I S ;
DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

M. DCC. LXI.

MEMOIRE
HISTORIQUE

DE LA SOCIÉTÉ

de la France & de l'étranger,
le 20 Mars 1761,
le 20 Septembre de la
même année, avec les titres
inscriptions.



PARIS
DE L'IMPRIMERIE ROYALE

M D C C L I

T A B L E

De ce qui est contenu dans ce volume.

M	<i>ÉMOIRE historique sur la négociation de la France & de l'Angleterre, &c.</i>	Page 1
N ^o .	I. Déclaration de leurs Majestés Britannique & Prussienne.	9
N ^o .	II. Contre - déclaration de Sa Majesté Très-Chrétienne.	11
N ^o .	III. Déclaration de Sa Majesté Très-Chrétienne.	14
N ^o .	IV. Lettre du Duc de Choiseul à M. Pitt.	17
N ^o .	V. Mémoire du Roi Très-Chrétien.	18
N ^o .	VI. Lettre de M. Pitt à M. le Duc de Choiseul.	23
N ^o .	VII. Mémoire de S. M. Britannique, du 8 Avril 1761.	25
N ^o .	VIII. Lettre du Duc de Choiseul à M. Pitt.	30
N ^o .	IX. Mémoire de Sa Majesté Très-Chrétienne, du 19 Avril 1761.	32
N ^o .	X. Lettre de M. Pitt au Duc de Choiseul.	36
N ^o .	XI. Mémoire de Sa Majesté Britannique, du 28 Avril 1761.	38
N ^o .	XII. Lettre du Duc de Choiseul à M. Pitt, du 4 Mai 1761.	40
N ^o .	XIII. Autre Lettre du Duc de Choiseul à M. Pitt, du 4 mai 1761.	42
N ^o .	XIV. Réponse de M. Pitt au Duc de Choiseul, du 11 mai 1761.	44
N ^o .	XV. Seconde Lettre de M. Pitt au Duc de Choiseul, du 11 mai 1761.	46
N ^o .	XVI. Mémoire du ministère Britannique, du 17 Juin 1761.	52

- N^o. XVII. *Mémoire de la France, du 15 Juillet 1761.* 62
- N^o. XVIII. *Mémoire particulier de la France, du 15 Juillet 1761.* 76
- N^o. XIX. *Note de M. de Buffry à M. Pitt.* 79
- N^o. XX. *Lettre de M. Pitt à M. de Buffry, en date du 24 Juillet 1761.* 82
- N^o. XXI. *Réponse de la Cour Britannique au Mémoire de propositions de la France, du 29 Juillet 1761.* 85
- N^o. XXII. *Ultimatum de la France en replique à celui d'Angleterre du 5 Août 1761.* 93
- N^o. XXIII. *Lettre de M. de Buffry à M. Pitt, du 5 Août 1761.* 100
- N^o. XXIV. *Note de l'Ambassadeur d'Espagne à M. Pitt.* 104
- N^o. XXV. *Mémoire relativement aux prises faites avant la guerre.* 108
- N^o. XXVI. *Lettre de M. Pitt à M. de Buffry, du 15 Août 1761.* 111
- N^o. XXVII. *Réponse de M. de Buffry à M. Pitt, du 16 Août 1761.* 115
- N^o. XXVIII. *Réponse de l'Angleterre à l'Ultimatum de la France, reçue le premier Septembre 1761.* 116
- N^o. XXIX. *Dernier Mémoire de la France à l'Angleterre, du 9 Septembre 1761.* 129
- N^o. XXX. *Lettre de M. Stanley au Duc de Choiseul, du 20 Septembre 1761.* 142
- N^o. XXXI. *Réponse du Duc de Choiseul à M. Stanley, du 20 Septembre 1761.* 143



MEMOIRE HISTORIQUE

SUR la négociation de la France & de l'Angleterre, depuis le 26 Mai 1761, jusqu'au 20 Septembre de la même année, avec les pièces justificatives.

LE ROI croit qu'il est de sa justice & de sa bonté d'instruire ses Sujets des efforts qu'il a faits, & des sacrifices auxquels il s'étoit déterminé pour rendre la paix à son Royaume.

La France & l'Univers entier jugeront par l'exposé simple & fidele de la négociation qui a été suivie entre les Cours de Versailles & de Londres, laquelle de ces deux Cours se refuse au rétablissement de la tranquillité publique, & sacrifie à son ambition particulière le repos & le bonheur général.

2

Pour être en état de porter un jugement éclairé & équitable sur la négociation qui vient d'être rompue entre la France & l'Angleterre, il est essentiel de rappeler les motifs qui ont occasionné la rupture entre les deux Couronnes, & les circonstances qui ont entraîné une partie considérable de l'Europe dans une guerre dont l'Amérique étoit d'abord l'unique objet.

Les limites de l'Acadie & du Canada, laissées par le traité d'Aix-la-Chapelle à la discussion des Commissaires qui seroient nommés par les deux Puissances, ont été le prétexte des hostilités commencées par l'Angleterre, & de la prise des Vaisseaux françois l'*Alcide* & le *Lys*, tandis qu'en pleine paix & sous la foi du droit des gens, le Duc de Mirepoix, Ambassadeur de France, négocioit à Londres sur les moyens de prévenir une rupture, & de terminer des différends qui auroient pu l'être aisément à Aix-la-Chapelle, & dont la conciliation pendant la paix, avoit éprouvé les contradictions les moins raisonnables & les plus affectées de la part des Commissaires Anglois.

La violence inopinée de l'Angleterre décida nécessairement la guerre : le Roi se vit contraint, à regret, de repousser par la force l'injure faite à la France, & de

préférer l'honneur de la nation à la tranquillité dont elle jouissoit.

Si la Cour de Londres n'avoit eu que le projet d'assurer solidement par un traité les limites des possessions respectives des deux Couronnes dans l'Amérique septentrionale, Elle auroit prévenu, ainsi que la France l'a fait, tous les incidents qui pouvoient engager les Puissances du continent de l'Europe à entrer dans une guerre qui leur étoit absolument étrangère, & qui n'ayant réellement que cet objet relatif aux limites de l'Acadie & du Canada, ne pouvoit pas durer long-temps, & n'exigeoit le concours d'aucune autre Puissance; mais l'Angleterre avoit des vues plus étendues, Elle vouloit exciter une guerre générale contre la France, & Elle se flattoit de renouveler la fameuse ligue formée contre Louis XIV, à l'occasion de l'avènement de Philippe V au trône d'Espagne, & de persuader à toutes les Cours de l'Europe, que les limites de l'Acadie ne les intéressoient pas moins que la succession de Charles II.

La conduite de la France, après les premières hostilités en 1755, fut bien différente de celle de l'Angleterre; le Roi tranquilloit ses voisins, contenoit ses Alliés, se refusoit aux projets avantageux d'une guerre qui lui étoit proposée sur le

4

continent, & faisoit connoître à toutes les Nations, que son unique ambition étoit de contenir celle de l'Angleterre son ennemie dans de justes bornes, & de maintenir la justice & la paix entre les Puissances qui devoient regarder avec la neutralité la plus impartiale les différends concernant l'Amérique.

La Cour de Londres, pour parvenir à ses fins, profita de la conduite équitable & pacifique du Roi. Elle connut dans un Allié de la France une vive opposition au repos & à l'inaction, & ne douta pas qu'en acquérant cet Allié, elle ne pût associer facilement à ses vues la Maison qui étoit regardée comme l'ancienne rivale de celle de France; mais l'Impératrice Reine de Hongrie & de Bohême, animée des mêmes principes de justice dont le Roi donnoit des preuves si recommandables, se refusa aux propositions de l'Angleterre, & préféra de s'exposer aux hazards d'une guerre injuste, suite naturelle & prévue du Traité signé à Witehall, entre les Rois d'Angleterre & de Prusse, au projet d'en entreprendre une qui auroit été contraire à la bonne foi de Sa Majesté Impériale.

Le Roi & l'Impératrice Reine, antérieurement à l'invasion du Roi de Prusse en Saxe, s'étoient unis le premier de Mai

5
1756, par un traité purement défensif. Leurs Majestés avoient espéré que cette union arrêteroit le feu qui étoit prêt de s'allumer en Allemagne, & prévien-droit une guerre sur le continent de l'Europe: leurs espérances furent trompées; la Cour de Londres avoit mis les armes à la main au Roi de Prusse, rien ne pouvoit modérer un Prince dont la passion pour la guerre étoit malheureusement excessive: il la com-mença à la fin de 1756 par l'invasion de la Saxe & l'attaque de la Boheme.

Alors il exista deux guerres séparées, celle de la France & de l'Angleterre, qui dans son principe n'avoit rien de commun avec la guerre d'Allemagne & celle que le Roi de Prusse faisoit à l'Impératrice Reine, & dans laquelle le Roi d'Angleterre étoit intéressé, comme Allié de Sa Majesté prus-sienne; & le Roi comme garant des Traités de Westphalie, & d'après son Traité dé-fensif du premier Mai, comme Allié de la Cour de Vienne.

La France eut l'attention, dans les en-gagements qu'Elle fut forcée de prendre avec les Puissances qui composent son al-liance, de ne point unir les différends qui troubloient l'Amérique, à ceux qui agitoient l'Europe; en effet, le Roi n'ayant jamais cessé d'avoir pour premier objet de ramener chaque partie à des vues de conciliation,

& de rétablir le repos public, Sa Majesté crut ne devoir point mêler des intérêts aussi éloignés & aussi embarrassants à régler que le seroient ceux de l'Europe & de l'Amérique, s'ils devoient être traités conjointement dans les négociations d'une paix générale & définitive. Sa Majesté fit encore plus, & dans le dessein de prévenir en Europe une guerre directe de terre, entre la France & l'Angleterre, Elle proposa en 1757, la neutralité d'Hannovre; le Roi d'Angleterre Electeur d'Hannovre s'y refusa, & fit passer dans ses pays héréditaires d'Allemagne son fils le Duc de Cumberland, qui, à la tête d'une armée uniquement composée d'Allemands, fut chargé de s'opposer à la marche des troupes que le Roi, d'après ses engagements, envoyoit au secours de ses Alliés attaqués dans leurs Etats.

L'armée électorale d'Hannovre finit la campagne de 1757 par la capitulation de *Closter-seven*. La Cour de Londres jugea à propos de rompre cette capitulation, peu de mois après qu'elle avoit été conclue de l'aveu du fils du Roi d'Angleterre; le principal prétexte qu'Elle prit, fut que l'armée qui avoit capitulé appartenoit à l'Electeur, & que cette même armée, qui contre le droit des gens & toutes les loix militaires rentroit en activité, devoit

7
déformais être regardée comme une armée
Britannique; de ce moment (& il est es-
sentiel de remarquer cette circonstance)
l'armée commandée par le Prince Ferdinand
de Brunswick est devenue une armée An-
gloise : l'Electeur d'Hannovre, le Duc de
Brunswick, le Landgrave de Hesse, leurs
Troupes & leurs Pays ont été réunis pour
la cause de l'Angleterre, & à l'occasion
des différends de cette Couronne avec la
France; de sorte que les hostilités en
Westphalie & en basse Saxe ont eu & ont
encore le même objet que les hostilités
en Amérique, en Asie & en Afrique, c'est-
à-dire, les discussions élevées entre les
deux Couronnes sur les limites de l'Acadie
& du Canada. En conséquence le Roi,
depuis cette époque, obligé de soutenir
une guerre de mer & de terre contre
l'Angleterre sa véritable ennemie, n'a plus
donné aucun secours en Troupes à ses
Alliés pour leur guerre particulière, &
s'est engagé simplement à conserver à l'Im-
pératrice Reine les places du Bas-Rhin,
conquises sur le Roi de Prusse au nom
de Sa Majesté Impériale : ainsi ce seroit
ignorer les faits les plus certains, que de
penser que la guerre actuelle qui se fait
en Westphalie intéresse directement les
Alliés du Roi, cette guerre est une guerre
purement Angloise, qui n'a lieu que parce

que l'armée d'Angleterre défend, dans cette partie, les possessions du Roi de la Grande-Bretagne & de ses Alliés.

Il faut conclure de ce qui vient d'être exposé sur la position des Couronnes belligérantes, que la guerre de la France & de l'Angleterre est de fait & dans son origine très-distincte de celle de l'Impératrice contre le Roi de Prusse; il y a cependant une connexion entre ces deux guerres, elle consiste dans l'engagement commun du Roi & de l'Impératrice Reine, de ne point faire de paix particulière avec leur ennemi que d'un consentement mutuel. Cet engagement, si conforme aux sentiments d'amitié & de confiance qui unissent Leurs Majestés, étoit nécessaire à leur sûreté réciproque. Comme il seroit dangereux que les forces du Roi de Prusse se joignissent, contre la France, à celles d'Angleterre commandées par le Prince Ferdinand, il seroit également nuisible & contraire à la fidélité des engagements du Roi envers la Cour de Vienne, que l'armée Britannique s'unît au Roi de Prusse contre l'Impératrice Reine, & contre les Princes de l'Empire alliés de la France.

Quoique l'année 1758 n'eût produit aucun événement politique qui eût donné lieu à une négociation pour le rétablissement de la paix, la France qui la desiroit

9
toujours avec 'la même sincérité, se servit de la voie du Danemarck pour faire connoître à l'Angleterre la persévérance de ses dispositions pacifiques; la réponse de la Cour de Londres fut aussi haute que négative, & détruisit toute idée de négociation.

En 1759 les Cours de Londres & de Berlin firent remettre à la Haie aux Ministres de France, de Vienne, & de Russie, la Déclaration suivante.

N^o. I.

DÉCLARATION de Leurs
Majestés Britannique & Prus-
sienne.

LEURS Majestés Britannique & Prussienne étant touchées de compassion des maux qu'a déjà occasionnés, & que doit nécessairement causer encore la guerre qui s'est allumée depuis quelques années, croiroient manquer aux devoirs de l'humanité, & particulièrement à l'intérêt qu'Elles prennent à la conservation & au bien-être de leurs Royaumes & Sujets respectifs, si Elles négligeoient les moyens propres à arrêter le cours d'un fléau aussi cruel, & à contribuer au rétablissement de la tranquillité publique. C'est dans cette vue & afin de constater la

pureté de leurs intentions à cet égard, que leursdites Majestés se sont déterminées à faire la déclaration suivante :

Qu'Elles sont prêtes à envoyer des Plénipotentiaires dans le lieu qui sera estimé le plus convenable, afin d'y traiter conjointement d'une paix solide & générale, avec ceux que les parties belligérantes jugeront à propos d'autoriser de leur côté, pour parvenir à un but aussi salutaire.

Je certifie que la déclaration ci-dessus est la même qui m'a été adressée par M. le Comte d'Holderness & par M. le Baron de Kniphauzen, au nom & de la part de leurs Majestés Britannique & Prussienne.

FAIT au château de Ryswick, ce vingt-cinq Novembre mil sept cent cinquante-neuf.

Signé L. D. DE BRUNSWICK.

Cette Déclaration ne parloit ni de la Suede, ni du Roi de Pologne Electeur de Saxe, deux Puissances principalement intéressées dans la guerre; la France & ses Alliés n'avoient pas prévu la démarche des Cours de Londres & de Berlin. On fut obligé d'attendre la réponse de Petersbourg, pour pouvoir remettre en commun une Contre-déclaration que l'éloignement des lieux fit différer plus long-temps que la France ne desiroit. Enfin, elle fut remise telle qu'on la joint ici, & les Cours de Londres & de Berlin n'y repliquèrent pas.

N^o. 11.CONTRE-DÉCLARATION
de Sa Majesté Très-Chrétienne.

LEURS Majestés Britannique & Prussienne ayant trouvé bon de témoigner par l'acte de déclaration qui a été délivré de leur part à la Haie le 25 Novembre dernier, aux Ambassadeurs & Ministres des Cours de Versailles, de Vienne, & de Petersbourg auprès des Seigneurs Etats-généraux des Provinces-unies, que desirant sincèrement contribuer au rétablissement de la tranquillité publique, Elles étoient prêtes à envoyer des Plénipotentiaires dans le lieu qui sera estimé le plus convenable, afin d'y traiter sur cet important objet, avec ceux que les Parties belligérantes jugeront à propos d'autoriser de leur côté, pour parvenir à un but aussi salutaire.

Sa Majesté le Roi Très-Chrétien, Sa Majesté l'Impératrice Reine de Hongrie & de Bohême, & Sa Majesté l'Impératrice de toutes les Russies, également animées du désir de contribuer au rétablissement de la tranquillité publique sur un pied solide & équitable, déclarent en échange,

Que Sa Majesté le Roi Catholique ayant

bien voulu offrir sa médiation pour la guerre qui subsiste depuis quelques années entre la France & l'Angleterre, & cette guerre n'ayant d'ailleurs rien de commun avec celle que soutiennent également depuis quelques années les deux Impératrices avec leurs Alliés contre le Roi de Prusse.

Sa Majesté Très-Chrétienne est prête à traiter de sa paix personnelle avec l'Angleterre, par les bons offices de Sa Majesté Catholique, dont Elle s'est fait un plaisir d'accepter la médiation.

Quant à la guerre qui regarde directement Sa Majesté Prussienne, leurs Majestés le Roi Très-Chrétien, l'Impératrice Reine de Hongrie & de Bohême, & l'Impératrice de toutes les Russies, sont disposées à donner les mains à l'établissement du Congrès proposé; mais comme en vertu de leurs Traités Elles ne peuvent prendre aucun engagement relatif à la paix, que conjointement avec leurs Alliés, il sera nécessaire, pour qu'Elles puissent s'expliquer définitivement sur ce sujet, qu'avant tout, il plaise à Leurs Majestés Britannique & Prussienne, de faire parvenir leur invitation à un Congrès, à toutes celles des Puissances qui se trouvent directement en guerre contre le Roi de Prusse, nommément à Sa Majesté le Roi de Suede, ainsi qu'à Sa Majesté le Roi de Pologne Electeur de Saxe, lesquels spé-

*cialement doivent être invités au futur
Congrès.*

Dans cette Contre-Déclaration la France séparoit positivement sa guerre particuliere contre l'Angleterre, soit en Afrique, en Asie, & en Amérique, soit en Westphalie, de la guerre qui se faisoit en Saxe & en Silésie. Le Roi d'Espagne avoit alors offert ses bons offices pour la réconciliation de la France avec l'Angleterre. La séparation des deux guerres & l'offre des bons offices de Sa Majesté Catholique firent espérer au Roi que la paix particuliere de la France pouvoit se négocier utilement vis-à-vis de la Cour de Londres; il fut en conséquence ordonné au Comte d'Affry, Ambassadeur du Roi à la Haie, d'entrer en conférence avec le Général Yorck, Envoyé extraordinaire du Roi de la Grande-Bretagne. Ces deux Ministres eurent plusieurs conférences qui démontrèrent évidemment que la Cour de Londres étoit très-opposée à la pacification, & que la déclaration qu'Elle avoit fait remettre par le Prince Louis de Brunswick n'étoit (pour s'en tenir à l'interprétation la plus favorable) qu'un acte extérieur de complaisance pour ses Alliés, dont Elle vouloit absolument détruire l'effet.

Le Roi ne fut pas rebuté de l'inflexibilité qu'il continuoit d'éprouver de la part de

ses ennemis, pour une réconciliation équitable; Sa Majesté jugea à propos de faire connoître en 1761, à ses Alliés ses sentiments & ses desirs pacifiques; Elle les trouva disposés à concourir aux moyens qui pouvoient faciliter & accélérer le rétablissement du repos public, & par une suite de ces dispositions salutaires, toutes les Puissances de l'alliance convinrent de faire remettre à Londres la déclaration suivante.

N^o. III.

DÉCLARATION de Sa Majesté
Très-Chrétienne.

LES dispositions à la paix, très-conformes aux sentiments de toutes les Parties belligérantes que les Rois d'Angleterre & de Prusse ont marquées l'année passée, ayant éprouvé des difficultés qui en ont éloigné le succès, les Cours de France, de Vienne, de Petersbourg, de Stockolm, & de Warsovie sont convenues unanimement d'inviter celles de Londres & de Berlin à renouer une négociation aussi salutaire au bonheur du Monde, & qui doit intéresser l'humanité de toutes les Puissances qui se trouvent en guerre.

Dans cette vue, & afin que l'on puisse

procéder au rétablissement de la paix, Elles proposent l'assemblée d'un Congrès, auquel Elles croient qu'il conviendrait de n'admettre, avec les Plénipotentiaires des Parties principales belligérantes, que ceux de leurs Alliés. Si les Rois d'Angleterre & de Prusse adoptent ce moyen, le Roi Très-Chrétien, l'Impératrice Reine, l'Impératrice de Russie, le Roi de Suede, & le Roi de Pologne Electeur de Saxe, proposent la ville d'Ausbourg pour le lieu du Congrès, en observant que Leurs Majestés n'indiquent Ausbourg, que comme une Ville à portée de toutes les Parties intéressées, qui paroît remplir par son emplacement la convenance de tous les Etats, & qu'Elles ne se refuseront pas au choix d'une autre ville d'Allemagne, si Leurs Majestés Britannique & Prussienne la jugent plus convenable.

Le Roi Très-Chrétien, l'Impératrice Reine, l'Impératrice de Russie, & les Rois de Suede & de Pologne déclarent en outre qu'ils ont choisi les Plénipotentiaires qui seront chargés de leurs intérêts au Congrès, dans l'espérance que le Roi d'Angleterre, le Roi de Prusse & leurs Alliés, pour ne pas différer la négociation, feront promptement de leur côté le choix de leurs Ministres respectifs.

La simplicité de cette déclaration que pour le bien général, les Cours de France, de

Vienne, de Pétersbourg, de Stockolm, & de Warsovie, se sont déterminées à faire aux Cours de Londres & de Berlin, leur fait espérer que Leurs Majestés Britannique & Prussienne voudront bien notifier par une réponse prompte leurs sentiments sur un objet aussi essentiel au repos & au bonheur de l'Europe.

Par ordre & au nom de Sa Majesté Très-Chrétienne.

Signé **LE DUC DE CHOISEUL.**

A Paris, le 26 Mars 1761.

Cette déclaration, qui intéressoit l'alliance en général, n'étoit pas suffisante pour faire cesser, aussi promptement que la France le desiroit, les malheurs de la guerre. En effet, combien de longueurs & d'incidents embarrassants ne devoit-on pas attendre d'un Congrès où les intérêts de l'Amérique seroient traités en même temps que ceux des deux Impératrices, de la Suede, de la Saxe, & du Roi de Prusse!

Pour écarter ces obstacles le Roi, de l'aveu de ses Alliés, crut devoir faire valoir la séparation des deux guerres, convenue dès l'année 1759. En conséquence Sa Majesté fit adresser à la Cour d'Angleterre, un Mémoire particulier, qui fut accompagné d'une Lettre du Duc de Choiseul, son Ministre & Secrétaire d'Etat des affaires

étrangeres , à M. Pitt , Ministre & Secre-
taire d'Etat de Sa Majesté Britannique.

N^o. I V.

LETTRE du Duc de Choiseul
à M. Pitt.

MONSIEUR,

*LE ROI mon maître , en s'unissant
aux sentimens de ses Alliés , pour parvenir ,
s'il est possible , au rétablissement de la paix
générale , m'a autorisé d'envoyer à Votre
Excellence le Mémoire ci-joint , qui con-
cerne uniquement les intérêts de la France
& de l'Angleterre , relativement à la guerre
particulière des deux Couronnes. Le Roi a
lieu d'espérer que la manière franche avec
laquelle il propose de traiter avec Sa Majesté
Britannique , ôtera toute méfiance dans le
cours de la négociation , si elle a lieu , &
engagera Sa Majesté Britannique à faire
connoître au Roi ses sentimens véritables ,
soit sur la continuation de la guerre , soit
sur la conclusion de la paix , ainsi que sur
les principes d'après lesquels on doit opérer
pour procurer ce bien aux deux Nations.*

*J'ajouterai à Votre Excellence que je suis
de même autorisé à l'assurer que relativement*

à la guerre qui concerne le Roi de Prusse, les Alliés du Roi mon maître sont décidés à traiter leurs intérêts, dans le futur Congrès, avec la même simplicité & la même franchise que je puis assurer à Votre Excellence de la part de la France, & qu'en conservant ce qui est dû à leur dignité, à leurs positions & à la justice, ils apporteront dans la négociation toutes les facilités que leur humanité leur inspire pour le bonheur général de l'Europe.

Le Roi mon maître & ses Alliés ne doutent pas qu'ils ne trouvent les mêmes sentiments dans le cœur de Sa Majesté Britannique & de ses Alliés. Je regarde comme un bonheur pour mon ministère d'avoir été l'organe de sentiments aussi heureux, qui me fournissent l'occasion d'assurer Votre Excellence de la considération distinguée avec laquelle j'ai l'honneur d'être, &c.

N^o. V.

MÉMOIRE du Roi Très-
Chrétien.

LE ROI Très-Chrétien desire que la paix particulière de la France avec l'Angleterre soit unie à la paix générale de l'Europe, pour laquelle Sa Majesté fait les vœux les plus sinceres; mais comme la nature des

objets qui ont occasionné la guerre entre la France & l'Angleterre, est totalement étrangère aux contestations de l'Allemagne, Sa Majesté Très-Chrétienne a pensé qu'il étoit nécessaire de convenir avec Sa Majesté Britannique des points principaux qui formeront la base de leurs négociations particulières, pour accélérer d'autant plus la conclusion générale de la paix.

Le meilleur moyen de parvenir au but que l'on se propose, est d'écartier les embarras qui peuvent y mettre obstacle. Dans le cas d'une paix, les discussions des Nations sur leurs conquêtes réciproques, les différentes opinions sur l'utilité des conquêtes & les compensations pour les restitutions, forment ordinairement la matière embarrassante d'une négociation pacifique. Comme il est naturel que chaque Nation, sur ces différentes parties, cherche à acquérir le plus d'avantages possibles, la méfiance & l'intérêt combattent & produisent des longueurs. Pour éviter ces inconvénients, & prouver la franchise de ses procédés dans le cours de la négociation de la paix avec l'Angleterre, le Roi Très-Chrétien propose à Sa Majesté Britannique de convenir que relativement à la guerre particulière de la France & de l'Angleterre, les deux Couronnes resteront en possession de ce qu'Elles ont conquis l'une sur l'autre, & que la situation où Elles se trouveront au

premier de Septembre de l'année 1761 aux Indes orientales, le premier de Juillet de ladite année aux Indes occidentales & en Afrique, & au premier de Mai prochain en Europe, sera la position qui servira de base au traité qui peut être négocié entre les deux Puissances. Ce qui veut dire que le Roi Très-Chrétien, pour donner un exemple d'humanité, & contribuer au rétablissement de la tranquillité générale, fera le sacrifice des restitutions qu'il a lieu de prétendre, en même temps qu'il conservera ce qu'il a acquis sur l'Angleterre pendant le cours de cette guerre.

Cependant comme Sa Majesté Britannique pourroit penser que les termes proposés des mois de Septembre, Juillet & Mai seroient ou trop rapprochés, ou trop éloignés pour les avantages de la Couronne Britannique, ou que Sa Majesté Britannique croiroit devoir faire des compensations de la totalité ou de partie des conquêtes réciproques des deux Couronnes; sur ces deux objets le Roi Très-Chrétien entrera volontiers en négociation avec Sa Majesté Britannique, lorsqu'il connoitra ses intentions, le principal objet de Sa Majesté Très-Chrétienne étant de prouver, non seulement à l'Angleterre, mais à toute la Terre, les dispositions heureuses où Elle se trouve d'écarter toutes les entraves qui pourroient éloigner l'objet salutaire de la paix.

Le Roi Très - Chrétien s'attend que les dispositions de Sa Majesté Britannique sont pareilles aux siennes, & qu'Elle répondra avec la même sincérité sur tous les points qui sont contenus dans ce Mémoire, & qui intéressent si essentiellement les deux Puissances.

Ces piéces étoient datées du 26 de Mars. Alors l'Angleterre avoit conquis sur la France l'Isle - Royale ou Cap - Breton, le Canada en entier, les Isles de la Guadeloupe & de Mari-galande, & celle de Gorée en Afrique, avec le Sénégal; l'on ignoroit en Europe la situation précise des affaires des deux Cours en Asie, l'expédition contre Belle - Isle n'étoit point commencée.

La France, de son côté, avoit conquis l'Isle Minorque, avoit rétabli quelques parties du port de Dunkerque, & Possédoit en Allemagne le comté de Hanau, le Landgraviat de Hesse & la ville de Gottingen dans l'électorat d'Hannovre: il faut observer que le 26 de Mars Cassel étoit assiégé, & que l'on pouvoit craindre qu'au premier de Mai les armées du Roi ne fussent plus en possession de la Hesse & de la ville de Gottingen.

Les places de Wesel & de Gueldres ne pouvoient pas être comprises dans l'offre

de l'*uti possidetis*, proposée par la France, puisque ces deux villes & les pays qui en dépendent, appartiennent à l'Impératrice Reine; que le Roi n'en a que la garde, & que la Justice s'y rend au nom de Sa Majesté Impériale.

Toute l'Europe fut étonnée des sacrifices que le Roi étoit disposé à faire à l'Angleterre: le Ministère de Sa Majesté en reçut des reproches de la part des Cours affectionnées à la France, & personne ne douta que l'Angleterre ne préférât à la continuation de la guerre, la tranquille possession de ses conquêtes & le repos de ses Alliés en Allemagne. Le Mémoire de la France en établissant une base fixe de la négociation, proposoit des compensations nécessaires à l'avantage des deux Couronnes, & ouvroit la voie à l'évacuation de l'Allemagne de la part des troupes françoises en compensation des conquêtes de l'Angleterre en Amérique.

L'on connoissoit en France toute l'étendue de la proposition contenue dans le Mémoire du 26 Mars, adressé à M. Pitt; mais le Roi, pere de ses Peuples, ne pensoit qu'à leur soulagement, & s'étoit déterminé, d'après ce sentiment, aux offres qui lui avoient paru devoir inspirer plus promptement & plus sûrement à ses ennemis l'esprit de conciliation qui dirigeoit

les vues & les démarches de Sa Majesté.

M. Pitt répondit à la lettre du Duc de Choiseul, & lui adressa en même temps un Mémoire en réponse à celui de la France du 26 Mars.

N^o. VI.

LETTRE de M. Pitt à M. le
Duc de Choiseul.

A Londres, le 8 Avril 1761.

MONSIEUR,

LE Roi mon maître m'a autorisé d'envoyer à Votre Excellence, avec la promptitude qui s'est trouvée possible, le Mémoire ci-joint, en réponse de celui du 26 du mois passé, fait par ordre & au nom du Roi Très-Chrétien, concernant uniquement les intérêts de l'Angleterre & de la France, relativement à la guerre particulière des deux Couronnes, lequel étoit joint à la lettre de V. E. de même date, qui m'a été remise par M. le Prince Galitzin.

Sa Majesté a fait connoître ses sentiments véritables pour l'ouvrage salutaire de la paix, avec la franchise que Sa Majesté Très-Chrétienne a désirée, & dont Elle a donné

l'exemple ; le Roi mon maître , de son côté , ne souhaitant rien plus que d'ôter , par la sincérité de son procédé toute méfiance dans le cours de la négociation.

J'informerai de même V. E. que c'est avec grande satisfaction que le Roi a appris que V. E. est autorisée à assurer que relativement à la guerre qui concerne le Roi de Prusse , les Alliés de Sa Majesté Très-Chrétienne sont décidés à traiter avec la même simplicité & franchise que la Cour de France , & qu'ils apporteront dans la négociation du futur Congrès , toutes les facilités que leur humanité leur inspire pour le bonheur général de l'Europe.

Je dois ajouter ici que , relativement à la guerre qui concerne le Roi de Prusse , aussi-bien qu'à l'égard des autres Alliés du Roi mon maître , Sa Majesté , toujours constante à remplir avec l'exactitude la plus scrupuleuse , les engagements de sa Couronne , ne sauroit jamais manquer de soutenir leurs intérêts respectifs , soit dans le cours des négociations , (que Dieu veuille rendre heureuses ,) soit dans la continuation de la guerre , (si contre toute espérance tel malheur devenoit inévitable ,) avec la cordialité & l'efficace d'un Allié sincère & fidele.

Au reste , il est superflu de dire à quel point le Roi fait des vœux pour le prompt accomplissement

accomplissement de la paix générale de l'Allemagne, après la preuve si marquée que Sa Majesté vient d'en donner, en apportant tant de facilité à convenir de la proposition d'un endroit aussi éloigné qu'est la ville d'Ausbourg pour l'assemblée du Congrès.

Telles sont les dispositions droites & sinceres du Roi mon maître pour le rétablissement du repos public : Je m'estime heureux d'être chargé de faire connoître de pareils sentiments, & de trouver l'occasion d'assurer V. E. de la considération distinguée avec laquelle j'ai l'honneur d'être, &c.

Signé W. PITT.

N^o. VII.

MÉMOIRE de Sa Majesté
Britannique, du 8 Avril 1761.

SA Majesté Britannique desire, ainsi que le Roi Très-Chrétien, que la paix particulière de l'Angleterre & de la France soit unie à la paix générale, pour laquelle le Roi de la Grande-Bretagne s'intéresse si sincèrement, que, dans cette vue, il entend même que les discussions qui pourroient naître entre les Couronnes, sur leurs différends particuliers, ne devront nullement apporter

le moindre retardement à la prompte conclusion d'un ouvrage aussi salutaire qu'est la paix générale de l'Allemagne ; & Sa Majesté Britannique est d'autant plus confirmée dans ce sentiment , dicté par l'humanité envers tant de Nations nombreuses , qu'Elle sent dans toute son étendue ce que le Roi Très-Chrétien établit pour fondement : Que la nature des objets qui ont occasionné la guerre entre l'Angleterre & la France est totalement étrangère aux contestations de l'Allemagne.

C'est d'après ce principe incontestable , que le Roi de la Grande-Bretagne adopte entièrement la pensée de Sa Majesté Très-Chrétienne , qu'il seroit nécessaire de convenir entre les deux Couronnes des points principaux qui formeront la base de leurs négociations particulières , pour accélérer d'autant plus la conclusion générale de la paix.

Le Roi de la Grande-Bretagne convient également en général de la proposition que le Roi Très-Chrétien a faite avec une franchise à laquelle Sa Majesté Britannique veut correspondre dans tout le cours de la négociation , à savoir , que , relativement à la guerre particulière de l'Angleterre & de la France , 1°. les deux Couronnes resteront en possession de ce qu'elles ont conquis l'une sur l'autre ; 2°. que la situation où elles

se trouveront à certaines époques , sera la position qui servira de base au Traité qui peut être négocié entre les deux Puissances.

Quant à la première branche de la susdite proposition , Sa Majesté Britannique se fait un plaisir de rendre ce qui est dû à la grandeur d'ame de Sa Majesté Très-Chrétienne , qui , par des motifs d'humanité , fera le sacrifice , à l'amour de la paix , des restitutions qu'Elle croit avoir lieu de prétendre , conservant en même temps ce qu'Elle a acquis sur l'Angleterre pendant le cours de cette guerre.

Quant à la seconde branche de la susdite proposition , concernant les conquêtes réciproques faites par les deux Couronnes , l'une sur l'autre , à savoir , que la situation où elles se trouveront aux époques respectives énoncées pour les différents quartiers du Monde , sera la position qui servira de base audit Traité ; le Roi de la Grande-Bretagne reconnoît encore avec satisfaction la candeur qui se manifeste de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne sur cet article , en prévenant , comme Elle l'a fait , des difficultés extrêmes , & en anticipant des objections indispensables qui ne pourroient que se présenter à ce sujet ; étant en effet , évident de soi-même que les expéditions par mer exigeant des préparatifs de longue main , & dépendant de naviga-

tions incertaines aussi-bien que du concours des saisons, dans des lieux souvent trop éloignés pour que les ordres, relativement à leur exécution, puissent s'adapter aux vicissitudes ordinaires de négociation, sujette pour la plupart à des contre-temps & à des lenteurs, & toujours variable & précaire; il en résulte nécessairement que la nature de pareilles opérations ne se trouve guere susceptible, sans trop de préjudice à la partie qui les emploie, d'autres époques pour la fixation des conquêtes réciproques, que celles qui aient rapport au jour de la signature du Traité de paix.

Cependant comme cette considération, ainsi que celle qui regarde des compensations (s'il s'en trouveroit de convenables à faire entre les deux Couronnes) de partie de leurs conquêtes réciproques, renferme la matiere la plus intéressante & capitale du Traité même, & que c'est sur ces deux objets décisifs que le Roi Très-Chrétien offre d'entrer volontiers en négociation; le Roi de la Grande-Bretagne desirant correspondre avec efficace aux dispositions heureuses du Roi Très-Chrétien, d'écarter toutes les entraves qui pourroient éloigner l'objet salutaire de la paix, Sa Majesté Britannique déclare qu'Elle est prête de son côté d'entamer avec promptitude & sincérité la négociation proposée, Et pour démontrer avec

plus d'authenticité l'étendue de la franchise de son procédé, Sa Majesté Britannique déclare en outre qu'Elle verroit avec satisfaction à Londres une personne suffisamment autorisée, par une pouvoir du Roi Très-Chrétien, d'entrer aussi-tôt en matière avec les Ministres Britanniques sur tous les points qui sont contenus dans le Mémoire joint à la lettre de M. le Duc de Choiseul, du 26 Mars 1761, au Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique, lesquels points intéressent si essentiellement les deux Puissances.

Par ordre & au nom du Roi de la Grande-Bretagne mon maître.

Signé W. PITT.

La Lettre du Ministre Anglois marque un empressement égal en apparence à celui de la France, pour le rétablissement de l'union entre les deux Couronnes : elle contient de plus une déclaration en faveur du Roi de Prusse, qui parut hors d'œuvre & d'autant plus affectée, que le Roi n'avoit jamais témoigné le moindre desir de diviser l'alliance qui unit l'Angleterre à Sa Majesté Prussienne.

Le Mémoire Britannique, joint à la lettre du Ministre Anglois, accepte le *statu quo*, & ne prononce point sur les époques. En effet, ce n'étoit point conclure sur cet

30
objet intéressant & nécessairement lié à la proposition de *l'uti possidetis*, que de dire que la paix seroit l'époque qui fixeroit les possessions des deux Puissances.

Enfin l'Angleterre propoisoit l'envoi d'un Ministre François à Londres. Cette proposition faisoit augurer favorablement des intentions de la Cour Britannique pour la paix. Le Roi ordonna au Duc de Choiseul de répondre à M. Pitt, & d'accompagner sa réponse d'un Mémoire qui, en expliquant clairement les vrais sentimens de Sa Majesté, acceptoit la proposition de l'envoi d'un Ministre à Londres, laquelle exigeoit la réciprocité de l'envoi d'un Ministre Anglois en France.

N^o VIII.

LETTRE du Duc de Choiseul,
à M. Pitt.

A Versailles le 19 Avril 1761.

M O N S I E U R ,

J'AI rendu compte au Roi mon maître de la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 8 de ce mois, ainsi que du Mémoire qui y étoit joint.

Sa Majesté a vu avec un plaisir véritable

la conformité de sentiments de Sa Majesté Britannique avec les siens, sur la forme simple & franche qu'il convient à deux aussi grandes Puissances de suivre dans la négociation de la paix.

Le Roi n'a pas différé, Monsieur, de nommer l'Ambassadeur qui doit le représenter au Congrès d'Ausbourg; Sa Majesté a fait choix du Comte de Choiseul, à présent son Ambassadeur à Vienne, & il sera rendu dans la ville désignée, les premiers jours de Juillet, dans l'espérance où l'on est ici que Sa Majesté Britannique y enverra pour le même temps son Ambassadeur. Le Roi m'a chargé, Monsieur, de marquer à cette occasion à Votre Excellence, en réponse à la déclaration contenue dans sa lettre, que Sa Majesté, aussi constante qu'aucune autre Puissance à remplir avec l'exactitude la plus scrupuleuse, les engagements qu'Elle a pris avec ses Alliés, continuera, avec la fidélité qui convient à la probité & à la dignité de son caractère, à faire cause commune avec eux, soit dans la négociation de la paix d'Allemagne, soit dans la continuation de la guerre, si, pour le malheur de l'humanité, les dispositions heureuses où se trouvent les Puissances belligérantes n'ont pas le succès qui est si fort à désirer.

Je ne dois pas à cette occasion, laisser

ignorer à V. E. avec quel chagrin le Roi se verroit forcé de continuer une guerre aussi destructive, après avoir eu la confiance que toutes les Parties étoient intéressées à faire cesser les calamités dont elle est la cause.

Pour ce qui est de la guerre particulière de la France avec l'Angleterre, je joins à cette lettre un Mémoire en réplique à celui de V. E. L'on ne peut trop éclaircir les intentions droites de nos Maîtres, afin d'écarter dès le commencement d'une négociation intéressante, les més-entendus qui quelquefois augmentent l'éloignement au lieu de le dissiper.

Vous êtes, Monsieur, un Ministre trop éclairé pour ne pas approuver ce principe.

J'ai l'honneur d'être, avec la considération la plus distinguée, &c.

Signé LE DUC DE CHOISEUL.

N°. I X.

MÉMOIRE de Sa Majesté Très-Christienne, du 19 Avril 1761.

LE ROI Très-Christien voit avec satisfaction que Sa Majesté Britannique convient que la nature des objets qui ont occasionné la guerre entre la France & l'Angleterre, est totalement étrangère aux contestations qui ont produit la guerre

d'Allemagne ; c'est en conséquence de ce principe que Sa Majesté Très-Chrétienne a offert au Roi d'Angleterre de traiter sur des préliminaires relatifs aux intérêts particuliers des deux Couronnes ; mais en faisant cette proposition , le Roi de France n'a pas entendu , comme le commencement du Mémoire de Londres du 8 Avril paroît l'indiquer , que la paix d'Allemagne puisse avoir lieu sans que les différends entre la France & l'Angleterre fussent ajustés ; Sa Majesté Très-Chrétienne compte assez sur ses Alliés pour être certaine qu'ils ne concluront ni paix ni treve sans son consentement ; Elle n'a donc point entendu que la paix d'Allemagne pût être conclue séparément de celle de la France & de l'Angleterre , & Elle n'a proposé au Roi de la Grande-Bretagne que la séparation de la discussion des deux guerres , pour parvenir à une paix générale pour toutes les parties.

Le Roi Très-Chrétien renouvelle la proposition qu'il a fait faire dans le premier Mémoire , que les deux Puissances restassent IN STATU QUO de leurs possessions & de leurs conquêtes , selon les époques indiquées dans ledit Mémoire ; mais Sa Majesté observe que le fond de la proposition est nécessairement lié avec les époques proposées ; car l'on sentira qu'il pourroit arriver tels évènements de part ou d'autre qui empêcher-

roient absolument l'acquiescement à l'uti possidetis, si les époques s'éloignoient; & Sa Majesté Très-Chrétienne est d'autant plus fondée à réclamer sur le fond de la proposition, si le Roi d'Angleterre n'acquiesce pas aux époques qui y étoient jointes, que l'on ne peut pas douter que ces époques ne été proposées dans un temps qui n'étoit pas avantageux à la France.

Il est certain que les conquêtes réciproques ne peuvent être fixées que le jour de la signature de la paix; mais il n'est pas moins certain que l'on peut prendre pour base de la négociation de cette paix, la situation où les Parties belligérantes se sont trouvées à telle ou telle époque de la guerre. C'est ainsi que le Roi de France a entendu la proposition qu'il a faite au Roi d'Angleterre: & c'est d'après ce principe, si Sa Majesté Britannique l'adopte, que Sa Majesté Très-Chrétienne enverra un Ministre accrédité à Londres, chargé de plein-pouvoirs suffisants pour traiter avec les Ministres du Roi de la Grande-Bretagne, soit sur le fond de la question, soit sur les compensations qui conviendront aux deux Couronnes, ainsi que sur les intérêts de leur commerce & de leurs colonies. La volonté de Sa Majesté Très-Chrétienne est égale à celle de Sa Majesté Britannique, pour faire cesser le malheur de la guerre qui désunit

les deux Nations qu'elles gouvernent ; mais comme l'empressement doit être pareil des deux côtés , dans le même temps que le Roi Très-Chrétien enverra le sieur de Bussy à Londres , il espere que le Roi de la Grande-Bretagne enverra en France un Ministre Anglois , pour traiter sur les mêmes objets avec son Ministère. Sa Majesté Très-Chrétienne attend la réponse de Sa Majesté Britannique sur le contenu de ce Mémoire , pour expédier & recevoir les passeports réciproques & nécessaires.

Par ordre & au nom du Roi mon maître.
Signé, LE DUC DE CHOISEUL.

La réponse de M. Pitt contenoit un nouveau Mémoire de la part de l'Angleterre , dans lequel on faisoit , sur les époques , un raisonnement qui n'étoit rien moins que juste ; car , quoique l'on eût proposé en France , par le Mémoire du 26 Mars , de négocier sur les époques , il n'en étoit pas moins certain que la proposition de *l'uti possidetis* étoit liée à ces époques , soit que les Cours convinssent qu'Elles seroient éloignées ou rapprochées. En effet , s'il étoit arrivé qu'Elles ne pussent pas s'accorder , il étoit démontré que la proposition de *l'uti possidetis* s'anéantissoit avec la négociation.

LETTRE de M. Pitt au Duc
de Choiseul.

A Witehall le 28 Avril 1761.

MONSIEUR,

J'AI mis sous les yeux du Roi mon maître, la Lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 19 de ce mois, ainsi que le Mémoire qui y étoit joint.

Sa Majesté desire sincèrement une entière conformité de sentiments de Sa Majesté Très-Chrétienne avec les siens, sur la maniere unie & directe qu'il convient de suivre dans une négociation également délicate & importante.

Le Roi a appris, Monsieur, avec satisfaction que le Roi Très-Chrétien a fait choix de M le Comte de Choiseul pour le représenter au Congrès d'Ausbourg, & que cet Ambassadeur sera rendu dans la Ville désignée, les premiers jours de Juillet; & le Roi m'a chargé de faire connoître à V. E. qu'il a nommé M. le Comte d'Egremont, M. le Vicomte de Stormont & M. le Chevalier Yorck, pour le représenter audit Congrès, & que ces Ambassadeurs seront rendus pareillement à Ausbourg les premiers jours de Juillet.

Je dois à ce sujet faire connoître à V. E. que les regrets du Roi mon maître ne seroient pas moindres que ceux du Roi Très-Chrétien, de voir continuer une guerre aussi désolante pour tant de Nations, que l'est celle d'Allemagne.

Je joins à cette Lettre un Mémoire en réponse à celui de V. E. du 19 de ce mois, concernant la guerre particuliere de la Grande-Bretagne & de la France: il est vrai, Monsieur, qu'on ne peut trop approuver le principe d'écarter, en tout temps, des affaires les més-entendus: aussi ne peut-il échapper aux lumieres de V. E. que dans un commencement de rapprochement, des variations inattendues ont naturellement l'effet de répandre plutôt de l'obscurité & de l'incertitude dans les ouvertures, que d'y mettre cette netteté & cette assurance si indispensables dans une négociation entre deux aussi grandes Puissances. Comme le remede naturel contre de semblables inconvénients, paroît être l'arrivée des Ministres réciproques, où, traitant de bouche, l'éclaircissement suit de près le doute, V. E. verra par le Mémoire ci-joint, les dispositions de Sa Majesté à cet égard.

J'ai l'honneur d'être avec la considération la plus distinguée, &c.

Signé, W. PITT.

MÉMOIRE de Sa Majesté
Britannique du 28 Avril 1761.

LE ROI de la Grande-Bretagne, toujours porté par le même desir de faire cesser les maux de la guerre qui s'est malheureusement allumée entre la Grande-Bretagne & la France, concourra avec satisfaction à toute démarche convenable qui tende à applanir les obstacles qui pourroient s'opposer à un ouvrage aussi salutaire. C'est dans cette vue que Sa Majesté Britannique enverra volontiers en France, en qualité de son Ministre, M. Stanley, dans le même temps que le Roi Très-Chrétien enverra le sieur de Buffy à Londres.

Au reste, Sa Majesté ne trouve pas dans le Mémoire du 26 du mois passé, fait au nom de Sa Majesté Très-Chrétienne, que le fond de la proposition qu'il contient touchant les conquêtes réciproques, soit nécessairement lié avec les époques proposées; bien au contraire, c'est nommément sur ces époques mêmes, que le Roi Très-Chrétien y offre d'entrer en négociation. En voici les propres mots. Cependant comme Sa Majesté Britannique pourroit penser que les termes proposés des mois de SEPTEMBRE,

JUILLET, & MAI seroient ou trop rapprochés ou trop éloignés pour les avantages de la Couronne Britannique, ou que Sa Majesté Britannique croiroit devoir faire des compensations, de la totalité ou de partie des conquêtes réciproques des deux Couronnes; sur ces deux objets, le Roi Très-Chrétien entrera volontiers en négociation avec Sa Majesté Britannique, lorsqu'il connoitra ses intentions.

C'est d'après une offre si clairement énoncée, & point susceptible de més-entendu, que Sa Majesté Britannique s'est déterminée à déclarer qu'Elle est prête de son côté d'entamer avec promptitude & sincérité la négociation proposée. Le Roi de la Grande-Bretagne, constant dans ses intentions, renouvelle sadite déclaration, & Sa Majesté Britannique, pour ne laisser aucun doute sur ses dispositions, a fait expédier le passeport ci-joint, & en recevra incessamment avec plaisir un réciproque de la Cour de France, pour qu'en traitant de bouche, tant sur le fond de la question, que sur les époques, aussi-bien que relativement aux compensations qui conviendront aux deux Couronnes, l'on puisse de part & d'autre mieux éclaircir des doutes, & écarter toutes ambiguïtés d'une négociation, qui pour n'être pas infructueuse, doit être conduite des deux côtés avec franchise, précision, & célérité.

Par ordre & au nom du Roi mon maître,
Signé W. PITT.

A Witehall, ce 28 Avril 1761.

Les passeports pour M. de Bussy étant arrivés, le Roi fit expédier ceux qui étoient nécessaires à M. Stanley, & l'envoi des Ministres respectifs pour l'importante négociation qui alloit être entamée, fut constaté par les lettres ci-jointes.

N^o. X I I.

LETTRE du Duc de Choiseul
à M. Pitt, du 4 Mai 1761.

MONSIEUR,

LE ROI mon maître adopte entièrement le principe contenu dans la lettre dont Votre Excellence m'a honoré le 28 du mois dernier, ainsi que dans le Mémoire qui y étoit joint, sur la nécessité de l'envoi des Ministres respectifs, pour éclaircir nombre de difficultés qu'il est impossible d'éviter par Lettres & par Mémoire. J'aurois cependant été bien flatté d'avoir l'honneur de négocier directement avec V. E. une affaire aussi importante; personne n'a plus que moi de confiance dans la probité & les rares

talents de V. E. & j'ose présumer que la volonté des Rois nos maîtres, une fois décidée pour la paix, les lumieres de V. E. unies à mon zele pour un bien si précieux, en auroient aplani les difficultés; mais comme nos emplois nous éloignent nécessairement d'une négociation directe, M. de Bussy, accoutumé à travailler avec moi, remplacera auprès de V. E. le desir que j'ai de concourir aux vues salutaires de la paix, qui paroissent animer toutes les Parties belligérantes; je prie V. E. de lui accorder ses bontés, & je suis sûr qu'il fera son possible pour les mériter.

Votre Excellence verra dans ma lettre particuliere, à laquelle sont joints les passeports du Roi pour M. Stanley, quelques arrangements de précaution que je lui propose de constater, afin d'éviter les inconveniens qui peuvent se rencontrer dans les premiers moments de l'envoi des Ministres respectifs.

J'ai l'honneur d'être, &c.

Signé LE DUC DE CHOISEUL.

N^o. XIII.

AUTRE LETTRE du Duc de
Choiseul à M. Pitt, du 4 Mai
1761.

J'AI reçu le passeport du Roi de la Grande-Bretagne, que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser pour M. de Bussy, en qualité de Ministre du Roi mon maître, & je vous envoie réciproquement ceux de Sa Majesté pour M. Stanley qu'il a plu à Sa Majesté Britannique de choisir pour venir en la même qualité à cette Cour. Je crois devoir à cette occasion, Monsieur, faire quelques observations qui me paroissent nécessaires pour assurer l'exécution de la commission de ces deux Ministres.

1^o. Le Roi pense que Sa Majesté Britannique jugera convenable que les deux Ministres soient munis des pleins-pouvoirs des deux Cours pour pouvoir en faire usage au besoin.

2^o. Que les deux Ministres doivent avoir chacun une Lettre de créance des Rois leurs maîtres, qu'ils ne remettront qu'aux Secretaires d'Etat respectifs; c'est-à-dire, en France, au Ministre & Secrétaire d'Etat au département des Affaires étrangères; &

en Angleterre, au Ministre & Secretaire d'Etat du département du Sud.

3°. Comme l'intention du Roi est que le Ministre Anglois jouisse en France de la même liberté que si les deux Cours étoient en pleine paix, tant pour le commerce de la vie, que pour l'entretien de sa correspondance avec la Cour d'Angleterre & les autres Cours de l'Europe, enfin pour l'envoi de ses couriers, & pour les prérogatives & franchises attachées à son caractère; Sa Majesté compte que M. de Bussy jouira absolument à Londres des mêmes droits, prérogatives, franchises, & libertés; bien entendu que quand l'un ou l'autre voudront dépêcher des couriers à leur Cour ou à quelqu'autre, ils seront obligés de demander un passeport du Secretaire d'Etat de leur département, lequel ne leur sera point refusé, non plus que le bâtiment nécessaire pour transporter les couriers de France en Angleterre, & d'Angleterre en France.

4°. Nous désirons savoir quand M. Stanley pourra partir de Londres pour se rendre à Calais, afin de diriger le voyage de M. de Bussy, de façon qu'il se rende dans le même temps à Calais pour passer en Angleterre sur le même bâtiment qui aura amené M. Stanley, si cela convient à la Cour de la Grande-Bretagne: mais s'il en étoit autrement, le Roi fera tenir dans le port de Calais un

bâtiment qui transportera M. de Buffy en Angleterre, auquel cas il conviendra savoir quelle sorte de bâtiment Sa Majesté Britannique aura choisi pour porter à Calais M. Stanley.

Je crois que V. E. trouvera ces observations justes, & qu'elle voudra bien m'envoyer sa réponse le plutôt qu'il lui sera possible.

J'ai l'honneur d'être, &c.

Signé LE DUC DE CHOISEUL.

N^o. X I V.

P R E M I E R E L E T T R Ê.

RÉPONSE de M. Pitt au Duc de Choiseul, du 11 Mai 1761.

M O N S I E U R,

LE ROI mon maître a appris avec une vraie satisfaction, par la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 4 de ce mois, que les sentiments du Roi Très-Chrétien se trouvent conformes à ceux de Sa Majesté sur l'envoi mutuel des Ministres des deux Cours.

J'espère que V. E. sera persuadée que je sens vivement tout le prix des

sentiments très-obligeants dont elle a bien voulu m'honorer, & que reconnoissant au point que je fais les qualités supérieures qui ont fixé le suffrage de toutes les Cours, j'envisage dans toute son étendue tout ce qu'il y auroit eu de flatteur pour moi d'avoir l'honneur de traiter directement avec V. E. sur un objet aussi intéressant & de partager avec elle du côté du zèle, pour l'heureux ouvrage de la paix, la satisfaction de coopérer plus immédiatement à assurer aux peuples les effets de la volonté salutaire des Rois nos maîtres. Je me ferai cependant un sensible plaisir de rendre en toutes occasions à M. de Bussy ce qui est dû à son caractère ainsi qu'à son mérite, & je puis vous assurer, Monsieur, que le bonheur qu'a eu ce Ministre d'être accoutumé à travailler avec V. E. est encore une circonstance qui ne peut que m'intéresser extrêmement à son sujet.

Je m'assure que M. Stanley, qui sort d'une maison fort illustre, & qui en a tous les sentiments, fera ses efforts pour mériter l'honneur de l'approbation de Votre Excellence, & elle voudra bien que je le recommande à ses bontés.

Vous verrez, Monsieur, par ma lettre particulière, les réflexions qui se font présentées ici relativement aux arrangements de précaution que V. E. a proposé de

constater, & j'espere qu'il ne restera aucuns
inconveniens à ce sujet.

J'ai l'honneur d'être, &c.

Signé W. PITT.

N^o. XV.

SECONDE LETTRE
de M. Pitt au Duc de Choiseul,
du 11 Mai 1761.

MONSIEUR,

J'AI reçu les trois passeports que Votre
Excellence m'a fait l'honneur de m'envoyer
pour M. Stanley, en qualité de Ministre du
Roi mon Maître, & je vous en adresse
encore réciproquement un second de Sa Ma-
jesté pour le vaisseau que le Roi Très-Chré-
tien jugera convenable d'ordonner pour
transporter M. de Bussy en Angleterre,
& j'y joins l'ordre aux Officiers de la
douane du Roi pour la libre entrée des
effets & bagages dudit Ministre.

Pour ce qui est, Monsieur, des obser-
vations que vous avez cru devoir faire pour
assurer l'exécution de la commission de ces
deux Ministres, c'est avec bien de la sa-
tisfaction que je puis faire savoir à V.
E. que le Roi, conformément aux sen-

timents de Sa Majesté Très-Chrétienne, pense :

1°. Qu'il sera convenable que les deux Ministres soient munis des plein-pouvoirs des Rois leurs maîtres, pour pouvoir en faire usage au besoin.

2°. Que les deux Ministres doivent avoir chacun une lettre de créance de Leurs Majestés, qu'ils ne remettront qu'aux Secrétaires d'Etat respectifs, de la maniere énoncée par V. E.

3°. C'est l'intention du Roi que M. de Bussy jouisse absolument en Angleterre, comme si les deux Cours étoient en pleine paix, des mêmes droits, prérogatives, franchises, & libertés attachées à son caractère, dont M. Stanley, selon l'intention du Roi Très-Chrétien, doit jouir en France; & que pour l'envoi des couriers, ainsi que pour tout ce qui regarde ces deux Ministres, il y soit pourvu à tous égards, selon la teneur de ce troisieme chef d'observations relativement à cette matiere.

Au reste, pour ce qui concerne le temps du départ desdits Ministres, ainsi que la maniere dont ils doivent passer la mer, le Roi pense que pour obvier à toutes difficultés, M. Stanley & M. de Bussy pourroient se rendre au même jour à Douvres & à Calais respectivement, pour passer la mer chacun sur un bâtiment de sa nation, que les Rois

leurs maîtres feront tenir prêts à cet effet dans les deux susdits ports. C'est dans cette attente que je dois faire savoir à V. E. que le Roi fera partir de Londres M. Stanley, de façon qu'il sera rendu à Douvres dans la journée du 23 de ce mois, à moins que nous n'apprenions qu'un temps si rapproché soit jugé ne pas convenir à la Cour de France; & le Roi mon maître compte, avec pleine confiance, que M. de Bussy sera rendu à Calais dans ladite journée, pour que ces deux Ministres puissent passer la mer sans délai, selon que les circonstances du vent & de la navigation pourront le permettre. J'ajouterai à V. E. que M. Stanley doit se servir d'un bâtiment de passage de Douvres, & que M. de Bussy pourra passer de Calais en Angleterre sur telle sorte de bâtiment que le Roi Très-Chrétien jugera convenable.

Je me flatte que Votre Excellence trouvera ces arrangements propres à faciliter également aux deux Ministres les moyens de se rendre sans inconvénients à leurs destinations réciproques.

J'ai l'honneur d'être, &c.

Signé W. PITT.

Les Cours alliées de la France, sans mettre d'opposition à cette négociation avec la Cour de Londres, marquèrent de l'inquiétude

l'inquiétude sur la mission réciproque des deux Ministres ; Elles furent rassurées par la promesse que le Roi leur fit , de leur communiquer avec la confiance la plus entière , le détail des objets qui seroient traités , soit à Londres , soit à Versailles ; Elles admirèrent en même temps dans la déclaration qui leur fut faite de la part du Roi , la fidélité de Sa Majesté à ses engagements , & la générosité avec laquelle Elle se déterminoit au sacrifice de ses intérêts personnels , pour parvenir à une conciliation prompte & solide avec l'Angleterre.

M. de Bussy partit pour Londres : ses instructions étoient très-simples , elles avoient pour base la proposition de *l'uti possidetis* , & on lui enjoignoit ,

1.° De demander au Ministère Britannique , si le Roi d'Angleterre acceptoit les époques jointes à la proposition du *statu quo* , & si Sa Majesté Britannique ne les acceptoit pas , quelles étoient les nouvelles époques qu'Elle proposoit à la France.

2.° De déclarer à la Cour de Londres que la guerre du Roi contre l'Angleterre étoit entièrement séparée de celle de l'Impératrice Reine contre le Roi de Prusse , & qu'en conséquence , à l'exception de Wesel & de Gueldres , qui appartenoient à Sa Majesté Impériale , le Roi avoit la liberté de faire évacuer par ses troupes Gotti-

gen, la Hesse & le comté de Hanau, mais que Sa Majesté feroit dépendre cette évacuation de deux conditions: la premiere, que la Cour d'Angleterre donneroit les sûretés convenables pour que l'armée commandée par le Prince Ferdinand fût licenciée, & ne servît pas contre les Alliés du Roi. La seconde, que Sa Majesté Britannique conviendroit des restitutions qui seroient jugées convenables de la part de l'Angleterre, en compensation de l'évacuation qui seroit faite par les troupes françoises, de Gottingen, du Landgraviat de Hesse, & du comté de Hanau.

M. Stanley arriva à Marly en même temps que M. de Bussy arrivoit à Londres. Le Ministre anglois, dès la premiere conférence, déclara au nom de sa Cour, que le Roi son maître soutiendrait ses Alliés *avec efficace & bonne foi* (ce furent les termes dont il se servit). Le Ministre du Roi qui conféroit avec M. Stanley, lui répondit par une déclaration qui ne fut pas moins précise sur la volonté de Sa Majesté, de remplir ses engagements à l'égard des Alliés de la France; mais comme la paix entre l'Impératrice Reine & le Roi de Prusse devoit se traiter au Congrès d'Ausbourg, indiqué pour la pacification de l'Allemagne, le Duc de Choiseul observa que les différens entre Sa Majesté Impériale

& le Roi de Prusse n'étoient nullement l'objet de la mission des Ministres françois & anglois.

Les conférences suivantes se passèrent à discuter sur les époques énoncées dans le Mémoire du 26 Mars, mais le Ministère anglois, soit à Londres, soit à Paris, éluoit de donner une réponse positive sur cet objet.

Il faut remarquer que la Cour Britannique s'étoit déterminée à l'entreprise de Belle-Isle depuis le Mémoire du mois de Mars. L'attente du succès de cette expédition retardoit sans doute de sa part une réponse cathégorique sur les époques. M. Pitt pressé par M. de Bussy sur cet objet, avoit témoigné de l'éloignement pour cette décision; le Roi fit écrire à son Ministre à Londres pour éclaircir & fixer définitivement la base de la négociation relativement à l'*uti possidetis* & aux époques, & accélérer d'autant plus la négociation de la paix. L'Isle de Belle-Isle étoit prise: M. Pitt remit alors à M. de Bussy le Mémoire ci-joint.

MÉMOIRE du Ministère Britannique, du 17 juin 1761.

M. STANLEY ayant représenté par sa lettre du 8 juin que *M. le Duc de Choiseul*, dans le cours de leur conférence, étoit tombé d'accord, que les époques restoient toujours matière de négociation, mais que Son Excellence pensoit néanmoins que dans la position actuelle de cette affaire, selon le cours naturel & usité des choses, Sa Majesté Très-Chrétienne ayant déjà nommé le premier jour de SEPTEMBRE, de JUILLET & de MAI, Sa Majesté Britannique devoit y procéder, ou en acceptant lesdits jours, ou en en nommant d'autres plus conformes à ses intentions, qui vrai-semblablement seroient gouvernées par des préparatifs & des desseins ignorés de la Cour de France, qu'il lui sembloit que ce seroit une voie plus prompte que celle de propositions réitérées de leur part qui ne pouvoient être fondées que sur de simples conjectures. C'est sur quoi, que pour répondre à l'invitation susdite de la part de la France, ainsi qu'en conséquence de l'acceptation que le Roi a faite de la proposition de ladite Cour, du 26 mars

dernier, Sa Majesté offre de convenir avec Sa Majesté Très-Chrétienne que le premier jour de Juillet, de Septembre & de Novembre prochains, seront respectivement les divers termes ou époques, pour fixer l'uti possidetis, que la France a proposé de rendre la base du Traité qui peut être négocié entre les deux Puissances. Toutes autres conquêtes faites au-delà des susdites périodes seront restituées mutuellement. Mais comme Sa Majesté estime que des époques qui n'ont point rapport à la signature actuelle de quelque chose d'obligatoire entre les deux Couronnes, doivent nécessairement n'être qu'une vaine illusion, destituée d'utilité ou de réalité; ou qu'il pourroit arriver même qu'elles devinssent dans la suite une source de discussions embrouillées, & d'altercations captieuses & dangereuses, & le Roi n'ayant en vûe que de correspondre aux intentions droites de Sa Majesté T. C. en assurant & en accélérant le bonheur de la paix aux deux Nations, Sa Majesté n'offre de convenir desdites époques qu'uniquement aux deux conditions suivantes.

1^o. Que tout ce qui sera heureusement arrêté entre les deux Couronnes, relativement à leur guerre particuliere, soit rendu obligatoire, final & conclusif, indépendamment du sort des négociations d'Ausbourg, pour ajuster & terminer les contestations

d'Allemagne, & pour en rétablir la paix générale.

2^o. Que ledit Traité définitif de paix entre la Grande-Bretagne & la France, soit conclu, signé & ratifié, ou des articles préliminaires à cette fin, entre-ci & le premier d'Août prochain.

La restitution des prises faites sur mer, sera réglée selon les termes respectifs qui sont d'usage pour les différentes parties du monde, lesquels termes doivent être supputés du jour de la signature dudit Traité définitif, ou d'articles préliminaires de paix, au cas que la ratification s'ensuive.

Le Roi desirant encore faciliter l'ouvrage salutaire de la paix, autant que la raison & la justice peuvent le permettre, déclare en outre, qu'à l'égard de Belle-Isle, Sa Majesté consentira dans ledit Traité futur d'entrer en compensation sur cette importante conquête.

Par rapport à des compensations ultérieures de quelque partie des autres conquêtes faites par la Couronne de la Grande-Bretagne, Sa Majesté se réserve d'apprendre quels pourroient être les desirs de Sa Majesté Très-Chrétienne sur ce point, ensuite de quoi Sa Majesté s'ouvrira avec toute sincérité & bonne foi.

On voit que par ce Mémoire, les

époques que l'Angleterre demandoit, pour déterminer l'*uti possidetis*, étoient plus reculées de deux mois que celles de la France, & il étoit évident que, de même que l'entreprise sur Belle Isle avoit engagé l'Angleterre à différer sa réponse sur les époques, de même le succès de cette expédition déterminoit le terme de Juillet pour l'Europe, spécifié dans la note de l'Angleterre, à la place de celui de Mai proposé dans le Mémoire de la France.

L'Angleterte imposoit deux conditions aux époques qu'elle désignoit. La première de ces conditions s'écartoit de la lettre & de l'esprit du Mémoire du 26 Mars : car quoique la France eût proposé de traiter séparément sa paix avec l'Angleterre; cependant l'intention de Sa Majesté n'étoit pas dans le principe de la négociation, que sa paix avec l'Angleterre pût être faite sans la paix de l'Allemagne. En effet, le Mémoire du 26 Mars, d'après lequel la Cour d'Angleterre argumentoit si avantageusement, commençoit par cette phrase : *Le Roi Très-Chrétien desire que la paix particulière de la France avec l'Angleterre soit unie à la paix générale de l'Europe.*

La seconde condition de discuter & de constater des articles qui pussent être signés & ratifiés au premier Août, sur une guerre qui se trouvoit intéresser les quatre parties

du monde, étoit difficile à remplir, cette condition de l'Angleterre n'étant connue en France qu'à la fin de Juin.

La France ne répondit pas spécifiquement au Mémoire de la Cour de Londres; mais Elle y acquiesça verbalement autant qu'il étoit possible, relativement à la seconde condition : & sur la première le Roi demanda à la Cour de Vienne son consentement, pour conclure sa paix particulière avec l'Angleterre. Ce consentement étoit nécessaire, puisque dans le principe, ainsi qu'il a été dit plus haut, il avoit été convenu entre Sa Majesté & ses Alliés, que l'on traiteroit la paix séparément, mais que toutes les parties belligérantes concluroient ensemble.

Quoique l'Impératrice Reine sentît parfaitement le préjudice que l'alliance pourroit éprouver dans la négociation d'Allemagne, quand la France seroit en paix avec l'Angleterre, cependant Sa Majesté Impériale, pour complaire au Roi, voulut bien dans cette occasion sacrifier son propre avantage au desir que Sa Majesté marquoit pour la paix : cette Princesse consentit à la réconciliation particulière de la France avec l'Angleterre, sous la condition expresse & équitable qu'il n'y seroit rien stipulé qui pût être contraire aux intérêts de la Maison d'Autriche.

La fin du Mémoire Britannique propo-
soit à la France de faire quelque ouverture
sur les compensations. Le Roi saisit cette
insinuation, & ordonna qu'il fût fait un
Mémoire de propositions spécifiques, qui
mît la négociation en regle, & en posât la
base sur des points constants & dénommés.

L'on savoit parfaitement en France le
désavantage qu'il y avoit à donner à con-
noître à ses ennemis les conditions favora-
bles qu'on étoit déterminé à leur accorder,
pour réussir au rétablissement de la paix;
l'on savoit qu'il étoit juste & convenable
que la France ayant fait la première pro-
position de *l'uti possidetis*, attendît que
l'Angleterre s'expliquât sur les compensa-
tions; mais l'on se flattoit que la Cour de
Londres avoit, de bonne foi, le desir de
rétablir l'union entre les deux Couronnes,
& les avantages qui devoient résulter pour
l'Angleterre, des offres de la France,
étoient si sensibles & si étendus, qu'on ne
soupçonna pas la Cour de Londres de
vouloir augmenter les difficultés d'une né-
gociation que la France ambitionnoit de
terminer sans délai, & à la satisfaction
des deux Puissances.

Avant que de remettre un Mémoire de
propositions en forme à la Cour de Lon-
dres, le Ministre de Sa Majesté, chargé de
conférer avec M. Stanley, le presentit sur

les sacrifices auxquels le Roi se détermineroit ; il lui permit d'écrire que la France garantirait la possession du Canada à l'Angleterre, pourvu que l'Angleterre rendit au Roi l'isle du Cap-Breton, & confirmât le droit des François de pêcher & de sécher leur poisson dans le golfe Saint-Laurent, sur le banc & dans l'isle de Terre-neuve. Comme l'isle du Cap-Breton fortifiée pouvoit donner de la jalousie à l'Angleterre, le Ministre de France dit à M. Stanley, que le Roi s'engageroit à détruire les fortifications qui pourroient être dans cette Isle, & à n'en pas construire de nouvelles à l'avenir sous aucun prétexte ; le port de Louisbourg ne devant être regardé que comme un abri pour les pêcheurs françois qui iroient dans le golfe Saint-Laurent & sur le banc de Terre-neuve. La France offroit aussi de rendre à l'Angleterre l'isle de Minorque, pourvu qu'en échange on lui restituât les isles de la Guadeloupe & de Marie-Galante.

On proposoit par rapport aux Indes orientales, que le Traité des sieurs Godeheu & Saunders fait en 1755 fut confirmé ; ce Traité quoiqu'avantageux à la Compagnie Angloise, avoit été jugé le moyen le plus convenable pour maintenir les deux Compagnies en paix, & les ramener aux idées de commerce beaucoup

plus analogues à leurs intérêts réciproques, que les vues de conquêtes qui les avoient désunies jusqu'alors.

Quant à l'Afrique, la France demandoit que l'Angleterre lui rendît, ou le Sénégal ou Gorée, & à ces conditions le Roi faisoit connoître qu'il évacueroit Gottingen, la Hesse & le Comté de Hanau, retireroit ses troupes sur le Rhin & sur le Mein, & ne laisseroit en Allemagne de troupes françoises, qu'en proportion de ce qu'il resteroit de troupes ennemies assemblées dans l'armée Britannique qui se trouvoit en Westphalie.

M. Stanley prit des notes sur ces ouvertures qui lui furent faites par le Duc de Choiseul, lequel au surplus lui déclara que les propositions qu'il faisoit au Ministre anglois ne pouvoient être regardées que comme des insinuations de conditions possibles, & comme une annonce préliminaire du Mémoire en forme que la France étoit déterminée à donner à la Cour de Londres, si les points traités dans la conversation du Duc de Choiseul & de M. Stanley paroïssent en Angleterre propres à servir de fondement à la négociation de la paix.

La réponse de l'Angleterre arriva le 30 Juin. M. Stanley conféra sur cette réponse avec le Duc de Choiseul, & dans cette conférence il établit trois difficultés de la part de sa

Cour. La première regardoit le Cap-Breton ; l'Angleterre refusoit absolument de céder cette Isle à la France, même avec la condition qu'on ne pourroit y conserver aucun établissement militaire. M. Stanley fit entendre que sa Cour n'étoit pas dans l'intention de restituer à la France aucune isle ni port dans le golfe St. Laurent, ou à portée dudit golfe : il ajouta que l'Angleterre ne feroit point de difficultés de maintenir la liberté de la pêche & de la sécherie sur le banc & les côtes de Terre-neuve ; mais que ce seroit à condition que Dunkerque seroit démoli, ainsi qu'il avoit été stipulé par le Traité d'Utrecht.

Jusqu'à ce moment il n'avoit été question de Dunkerque, ni dans ce qui avoit été dit, ni dans ce qui avoit été écrit relativement à la paix entre les deux Cours.

En effet, il étoit injuste de réclamer sur cet article, puisque la Cour de Londres ayant eu pour principe en traitant la paix, de s'en tenir au Mémoire de *l'uti possidetis* du 26 Mars, on ne pouvoit pas disconvenir que l'état actuel de Dunkerque ne fût compris dans *l'uti possidetis* de la France.

La liberté de la pêche, & un abri sans fortifications, étoit la compensation de la cession totale du Canada, & de la garantie que la France offroit à l'Angleterre de cette partie considérable de l'Amérique septen-

trionale; la restitution de l'isle de Minorque équivaloit sans doute à celles de la Guadeloupe & de Marie-Galante, & l'évacuation de la Hesse & des autres pays appartenants à l'Electeur d'Hannovre & au Landgrave, étoit compensée par la restitution du Sénégal ou de Gorée, & par celle de l'isle de Belle-Isle, qui avoit été conquise depuis le Mémoire du 26 Mars, & après la proposition des époques énoncée dans ce Mémoire.

D'ailleurs la France avoit déclaré, lors de la prise de Belle-Isle, qu'elle n'entendoit pas que cette conquête dût être un objet de compensation, & qu'Elle jugeoit que la conservation de Belle-Isle seroit plus à charge qu'utile à la Cour d'Angleterre.

M. Stanley persista dans l'opposition à la cession de l'Isle-Royale à la France, il refusa la restitution du Sénégal & de Gorée, prétendant que le Sénégal ne pouvoit pas être possédé sûrement sans Gorée : enfin il fit envisager la démolition de Dunkerque, comme une condition absolument nécessaire. L'article de l'Allemagne ne fut pas traité de sa part; & après plusieurs conférences, il fut convenu que la France dresseroit un Mémoire de propositions spécifiques, qui seroit envoyé en Angleterre. Ce Mémoire fut dressé, & on le joint ici.

N^o. *XVII*.

MÉMOIRE de la France, du
15 Juillet 1761.

LES négociations de paix entamées entre la France & l'Angleterre ont fait connoître le desir véritable des Souverains de rétablir l'union & l'amitié, si desirables pour l'humanité, entre les deux Couronnes : & la résolution où est le Roi, conjointement avec Sa Majesté Britannique, de terminer par un Traité aussi clair que durable, les différends qui ont occasionné la présente guerre, a déterminé Sa Majesté, en conservant l'esprit & la lettre de la déclaration du 26 Mars dernier, relativement aux moyens de procurer la paix, d'expliquer plus expressément par ce Mémoire les conditions qui lui paroissent les plus propres pour parvenir au but desirable qui l'anime, ainsi que le Roi d'Angleterre.

Mais le Roi déclare, en confiant ce projet au Roi de la Grande-Bretagne, que s'il n'étoit pas accepté par Sa Majesté Britannique, ou qu'il ne servit pas de fondement à la négociation de la future paix, la Cour de Londres, dans aucune position ne pourroit en tirer avantage, ledit projet consi-

au Roi de la Grande - Bretagne n'ayant pour objet que d'accélérer une négociation qui intéresse autant les deux Couronnes.

L'uti possidetis énoncé dans la déclaration du 26 Mars est adopté des deux parties ; il seroit difficile qu'il pût être contredit par aucune , car quand il ne seroit pas énoncé , ce ne peut être justement que d'après ce que possèdent ou légitimement ou par conquêtes les Puissances , qu'Elles négocient entre Elles la paix & les compensations qui deviennent nécessaires à cet objet.

Les époques du statu quo , qui forment le second point essentiel de la déclaration du 26 Mars , & qui étoient restées en négociation entre les deux Cours , n'ont pas encore été fixées. La Cour de France a proposé les époques de Mai , Juillet & Septembre ; celle d'Angleterre propose les époques de Juillet , Septembre & Novembre. Cette question sera décidée sans plus ample négociation , si le projet du Traité ci-après est adopté par la Cour de Londres , car alors toutes les époques seront valables , celle de la paix réunissant les avis & les sentiments des deux Rois.

Ce sont donc les compensations qui détermineront les époques & la paix , & c'est pour y parvenir que le Roi propose au Roi de la Grande-Bretagne les articles ci-joints.

ARTICLE PREMIER.

LE ROI cede & garantit au Roi d'Angleterre le Canada, tel qu'il a été possédé ou a dû l'être par la France, sans restriction, & sans qu'il soit libre de revenir, sous aucun prétexte, contre cette cession ou garantie, ni de troubler la Couronne d'Angleterre dans la possession entière du Canada.

I I.

LE ROI, en transportant son plein droit de souveraineté au Roi d'Angleterre sur le Canada, y met quatre conditions. La première, que la liberté de la Religion Catholique Romaine y sera conservée, & que le Roi d'Angleterre donnera les ordres les plus précis & les plus effectifs pour que ses nouveaux sujets Catholiques Romains puissent, comme ci-devant, professer publiquement le culte de leur Religion, selon le rit de l'Eglise Romaine. La seconde, que les habitants François ou autres, qui auroient été sujets du Roi en Canada, puissent se retirer dans les colonies Françaises avec toute sûreté & liberté; qu'il leur sera permis de vendre leurs biens & de transporter leurs effets, ainsi que leur personne, sans être gênés dans leur émigration, sous quelque prétexte que ce soit (hors celui de dettes;)

le gouvernement d'Angleterre s'engagera à leur procurer les moyens de transport au moins de frais possible.

La troisieme ; que les limites du Canada, relativement à la Louisiane, soient fixées immuablement & clairement, ainsi que celles de la Louisiane, & de la Virginie, de maniere qu'après la confécion du Traité de paix, il ne puisse plus y avoir de difficultés entre les deux Nations sur l'interprétation des limites relativement à la Louisiane, soit par rapport au Canada, soit par rapport aux autres possessions Angloises.

NB. M. de Buffy a un Mémoire sur l'objet des limites de la Louisiane, qui le met en état de traiter définitivement cet article avec le Ministère de Sa Majesté Britannique.

La quatrieme condition enfin, est que la liberté de la pêche & la sécherie de la morue sur le banc de Terre-Neuve soit assurée aux François comme ci-devant ; & comme cette assurance seroit illusoire si les bâtimens François n'avoient pas un abri appartenant à leur Nation dans ces contrées, le Roi de la Grande-Bretagne, en considération de la garantie de sa nouvelle conquête, restituera l'Isle-Royale ou Cap-Breton, pour être possédée par la France en toute souveraineté. On conviendra que pour mettre un prix à cette restitution, la France, sous

aucune dénomination, n'éleva dans l'Isle, de fortifications, & se bornera à y entretenir les établissemens civils & le port pour la commodité des bâtimens pêcheurs qui y aborderont.

I I I.

LA France restituera à l'Angleterre l'Isle de Minorque & le Fort Saint-Philippe, dans le même état qu'il s'est trouvé lorsqu'il a été conquis par les armes du Roi, ainsi que l'artillerie appartenante à l'Angleterre qui étoit dans le fort lors de la prise de cette Isle.

I V.

EN considération de cette restitution, l'Angleterre restituera de son côté à la France l'Isle de la Guadeloupe & de Marie-Galante, & ces deux Isles seront rendues dans le même état où elles se sont trouvées lors de la conquête par les armes d'Angleterre.

V.

LES Isles appellées neutres, sont celles de la Dominique, Saint-Vincent, Sainte-Lucie & Tabago. Les deux premières sont occupées par les Caraïbes sous la protection de la France, selon le Traité de 1660; elles resteront dans l'état où elles ont été depuis ce Traité.

LA Couronne d'Angleterre n'a présenté jusqu'à présent aucun titre qui lui donnât des droits sur les deux dernières ; cependant il sera négocié entre les deux Cours, ou que ces quatre Isles restent neutres absolument, ou que les deux possédées par les Caraïbes soient seulement déclarées neutres, & que l'Angleterre entre en possession souveraine de l'isle de Tabago, de même que la France de celle de Sainte-Lucie, sauf toutefois le droit d'un tiers avec lequel les deux Couronnes s'entendront, si ce droit existe.

V I.

IL seroit avantageux que les Compagnies des deux Nations aux Indes orientales, s'abstinsent à jamais de toutes vues militaires & de conquêtes, pour se restreindre & s'entr'aider dans les vues de commerce qui leur sont propres. L'on ignore en France la situation précise où les deux Nations se trouvent aux Indes orientales ; c'est pourquoi le Roi, afin de se renfermer sur cette partie dans l'objet utile pour le présent & pour l'avenir aux deux Compagnies, propose au Roi d'Angleterre le Traité conclu entre les sieurs Godeheu & Saunders, pour base du rétablissement de la paix en Asie.

V I I.

LES colonies de l'Amérique méridionale

possédées par la France, ont besoin nécessairement de Negres pour leur culture; les établissemens François dans le Sénégal & Gorée fournissent aux colonies Françaises leurs besoins dans ce genre. L'Angleterre en conservant ces établissemens nuirait à la France, sans se procurer un avantage positif, & l'union que les Souverains desirent si véritablement de rétablir entre les deux Couronnes, ne permet pas que l'on suppose cette envie de nuire dans la Cour de Londres. La France cependant pour le bien de la paix, offre à l'Angleterre le choix de la possession du Sénégal ou de l'isle de Gorée, bien entendu que l'une ou l'autre possession sera rendue & garantie au Roi par Sa Majesté Britannique.

V I I I.

L'ISLE de Belle-isle & sa forteresse conquise par les armes d'Angleterre, sera restituée à la France, avec l'artillerie aux armes du Roi, qui s'y est trouvée lors de la prise.

I X.

EN considération de l'article VIII. accordé par l'Angleterre, le Roi fera évacuer par ses armées d'Allemagne, le Landgraviat de Hesse, le Comté de Hanau, ainsi que la ville, qui ne sera occupée par

aucune des troupes des deux Puissances ; laissant la navigation du Mein libre , & les parties de l'Electorat d'Hannovre occupées par les troupes Françoises ; & ces évacuations seront précédées d'une suspension d'armes entre les deux Couronnes , laquelle suspension d'armes aura lieu du jour de la ratification des préliminaires ou des articles du Traité définitif , non seulement en Allemagne , mais dans toutes les parties du monde où la France & l'Angleterre font la guerre.

X.

COMME le Roi est engagé par un Traité avec l'Impératrice Reine , de ne rien stipuler dans son Traité de paix avec l'Angleterre qui puisse être désavantageux à S. M. Impériale , & que l'on a prévu le cas où par une suspension d'armes entre les armées Françoises & Britanniques , les troupes Allemandes à la solde de l'Angleterre pourroient s'unir à celles du Roi de Prusse contre les armées Autrichiennes , le Roi , fidele à ses engagements envers ses Alliés , & fort éloigné de rien statuer qui puisse leur nuire , propose au Roi d'Angleterre qu'il soit convenu , que Sa Majesté Britannique s'engagera qu'aucune partie des troupes qui composent l'armée du Prince Ferdinand , sous quelque prétexte

que ce puisse être, ni sous aucune dénomination, ne joindra l'armée de S. M. Prussienne, & n'agira offensivement contre les troupes de l'Impératrice Reine & de ses Alliés, de même qu'aucune troupe Française, sous aucun prétexte, ne joindra l'armée Impériale, & ne pourra servir contre les Alliés de la Grande-Bretagne. Pour constater les positions, il sera de plus arrêté qu'après les évacuations, l'armée du Haut-Rhin commandée par le Maréchal de Broglie se retirera sur le Mein, le Necker & le Rhin, occupant Francfort; & celle du Bas-Rhin commandée par le Maréchal de Soubize se retirera aussi de son côté sur le Rhin, occupant Wesel & la Gueldre.

Les pays du Roi de Prusse sur le Bas-Rhin ont été conquis, & sont gouvernés actuellement au nom de l'Impératrice Reine, le Roi ne voudroit pas s'engager à les évacuer sans le consentement de Sa Majesté Impériale, & avant le succès des négociations du Congrès d'Ausbourg, qui doit rétablir la paix entre l'Impératrice & le Roi de Prusse; mais comme il seroit désavantageux aux deux Couronnes d'entretenir en Allemagne un corps considérable de troupes nationales, qui, par la paix, seroient dans une inaction absolue, & par les conventions du Traité, inutiles dans tous les cas aux Alliés de la France & de l'An-

gleterre, le Roi s'engage, dès que Sa Majesté Britannique jugera à propos de faire revenir en Angleterre les Anglois qu'il a fait passer à son armée d'Allemagne, de faire rentrer en France le double de ce nombre des troupes françoises qui se trouveront aux armées de Sa Majesté sur le haut & bas Rhin, de sorte qu'il ne restera plus dans ces parties de troupes appartenantes à la France qu'en proportion de celles que le Roi d'Angleterre y soudoiera.

X I.

SI avant la confection du Traité une des deux Puissances faisoit, dans quelque partie du monde que ce soit, des conquêtes, elles seroient rendues sans difficulté, & sans exiger de compensation.

X I I.

LES prises faites sur mer par l'Angleterre avant la déclaration de la guerre sont un objet de restitution légitime, & que le Roi veut bien soumettre à la justice du Roi d'Angleterre & des Tribunaux Anglois : en effet, des Sujets qui, sous la foi des Traités du droit des gens & de la paix, navigent & font leur commerce, ne peuvent pas justement souffrir de la mésintelligence établie dans le Cabinet des deux Cours, avant qu'elle leur soit connue. Les déclara-

rations de guerre ne sont établies par le droit des gens, que pour publier aux Peuples les querelles de leurs Souverains, & pour les avertir que leur personne & leur fortune ont un ennemi à craindre; sans cette déclaration convenue il n'y auroit point de sûreté publique, chaque individu seroit en danger ou en crainte au moment qu'il sortiroit des limites de sa Nation. Si ces principes sont incontestables, il reste à examiner la date de la déclaration de guerre des deux Couronnes, & la date des prises; tout ce qui est pris antérieurement à la déclaration ne peut être adjudgé de bonne prise sans bouleverser les loix les plus saintes; en vain diroit-on que les François ont commencé les hostilités, & que les prises sont une représaille. Que peuvent avoir de commun les hostilités prétendues commencées au fort Duquesne, avec la prise des vaisseaux commerçants dans la partie méridionale de l'Amérique? Ces hostilités sont les motifs de la déclaration de la guerre; mais les effets de la déclaration ne peuvent avoir lieu qu'après la publication de ladite déclaration, & il seroit injuste de faire souffrir une peine à des particuliers qui ignorent les faits & les circonstances d'une hostilité cachée dans un coin du monde, qui a produit une guerre générale entre deux Nations.

L'on

L'on ne croit pas en France que l'on puisse répondre à cet argument, & c'est d'après lui que le Roi réclame le droit des gens, afin qu'il soit convenu dans le Traité futur d'un arrangement qui compense les prises faites sur ses Sujets antérieurement à la déclaration de guerre, sans entrer dans la discussion de la représaille, qu'il faut oublier quand les deux Cours se rapprochent. La France ne demande que le bien des particuliers lésés, & ne prétend pas faire entrer les vaisseaux du Roi pris avant la déclaration, dans l'arrangement des prises, la perte des vaisseaux appartenants à Sa Majesté pouvant être regardée comme une suite des motifs de la guerre.

X I I I.

QUOIQUE pendant le cours de la guerre présente, l'article des Traités antérieurs qui garantit la succession au Trône de la Grande-Bretagne, telle qu'elle se trouve établie, n'ait point été enfreint, cependant le Roi est très-disposé à comprendre cette garantie dans le Traité futur, si le Roi d'Angleterre le souhaite.

X I V.

LES prisonniers faits de part & d'autre, tant sur mer que sur terre, seront libres & renvoyés dans leur pays, sans rançon.

immédiatement après la ratification de la paix.

Sa Majesté Britannique sentira aisément que ces articles n'ont pas la forme de ceux d'un Traité, ils ne lui sont proposés que comme des articles expliqués dans toute leur étendue, qui éclaircissent les sentiments de la France, & mettent les deux Couronnes à portée de traiter sur des objets distincts & certains.

Ce Mémoire partit pour Londres le 15 de Juillet; on observe cette date, parce que le Ministère Britannique a reproché au Ministère François le retardement de l'envoi du Mémoire, & il est bon de remarquer que la dernière réponse de l'Angleterre n'étoit parvenue en France que le premier de Juillet; que l'on avoit été obligé de conférer plusieurs fois avec M. Stanley, de former un projet de Traité qui renfermât une discussion précise des objets dans toutes les parties du monde où les deux Couronnes sont en guerre, & qui devoit produire le rétablissement de la paix ou la continuation de la guerre. Il y auroit certainement de l'injustice à reprocher un délai de quinze jours pour un ouvrage aussi intéressant.

Quoi qu'il en soit, on laisse au discernement & à l'équité de l'Europe à juger,

fi le Mémoire de la France du 15 Juillet, ne confirme pas les principes de conciliation qui avoient paru jusqu'alors dans toutes les démarches de cette Couronne. La Cour de France étoit de si bonne foi, dans l'opinion qu'Elle avoit des dispositions pacifiques de l'Angleterre, qu'en sacrifiant des intérêts considérables, Elle porta sa prévoyance jusqu'au point de confier à la Cour de Londres sa crainte que les discussions qui subsistoient entre l'Espagne & l'Angleterre, & qui n'étoient pas encore réglées, ne devinssent dans la suite un obstacle à la solidité & à la durée de la paix que Sa Majesté & Sa Majesté Britannique vouloient rétablir entr'Elles.

En conséquence, M. de Bussy eut ordre de rappeler à la Cour de Londres, au sujet des Isles neutres spécifiées dans le cinquieme article du Mémoire que Sa Majesté Catholique avoit sur ces Isles des prétentions dont la Cour de Madrid avoit récemment informé celle de Versailles. Le Ministre de France devoit expliquer en même temps à M. Pitt, combien il seroit dangereux de décider sur le sort de ces Isles, en négligeant de faire attention aux prétentions du Roi Catholique; M. de Bussy devoit aussi ajouter qu'il étoit apparent que la Cour d'Espagne agréeroit les arrangements qui seroient pris entre la

France & l'Angleterre, relativement aux quatre Isles dont il étoit question, pourvu que les trois points sur lesquels on négocioit à Londres de la part de la Cour de Madrid, fussent ajustés en même temps que la paix avec la France y seroit conclue; & pour marquer sur cet objet une bonne foi aussi entiere que louable, M. de Bussy devoit joindre au Mémoire de propositions un Mémoire particulier, que l'on joint ici, relativement à l'Espagne.

N.º XVIII.

MÉMOIRE particulier de la France, du 15 Juillet 1761, relativement à l'Espagne.

COMME il est essentiel, ainsi que la France & l'Angleterre le desirent, que le Traité de paix projeté serve de base à une réconciliation solide entre les deux Couronnes, qui ne puisse être troublée par les intérêts d'un tiers, & les engagements que l'une ou l'autre Cour peuvent avoir pris antérieurement à leur réconciliation, le Roi d'Espagne sera invité de garantir le Traité de paix futur, entre le Roi & le Roi de la Grande-Bretagne. Cette garantie obvierra

aux inconvénients présents & futurs relativement à la solidité de la paix.

Le Roi ne cachera pas à Sa Majesté Britannique que les différends de l'Espagne avec l'Angleterre l'alarment & lui sont craindre, s'ils n'étoient pas ajustés, une nouvelle guerre en Europe & en Amérique. Le Roi d'Espagne a confié à Sa Majesté les trois points de discussion qui subsistent entre sa Couronne & la Couronne Britannique.

Iesquels sont 1.^o la restitution de quelques prises faites pendant la guerre présente sur le pavillon Espagnol.

2.^o La liberté à la Nation Espagnole de la pêche sur le banc de Terre-neuve.

3.^o La destruction des établissemens Anglois formés sur le territoire Espagnol dans la baie d'Honduras.

Ces trois articles peuvent être facilement arrangés selon la justice des deux Souverains, & le Roi desire vivement que l'on puisse trouver des tempéraments qui contentent sur ces deux points les Nations Espagnole & Angloise; mais il ne peut pas dissimuler à l'Angleterre le danger qu'il envisage, & qu'il sera forcé de partager, si ces objets qui paroissent affecter sensiblement Sa Majesté Catholique, déterminoient la guerre; c'est pourquoi Sa Majesté regarde comme une considération premiere pour l'a-

vantage & la solidité de la paix, qu'ent même temps que ce bien desirable sera arrêté entre la France & l'Angleterre, Sa Majesté Britannique termine ses différends avec l'Espagne, & convienne que le Roi Catholique sera invité à garantir le Traité qui doit réconcilier (Dieu veuille à jamais) le Roi & le Roi d'Angleterre.

Au reste, Sa Majesté ne confie ses craintes à cet égard à la Cour de Londres, qu'avec les intentions les plus droites & les plus franches de prévenir tout ce qui pourroit à l'avenir troubler l'union des Nations Francoise & Angloise, & Elle prie S. M. Britannique, qu'Elle suppose animée du même desir, de lui dire naturellement son sentiment sur un objet aussi essentiel.

La prévoyance de la France pour assurer la solidité de la paix, embrassoit tous les objets qui pouvoient conduire à cette fin; les secours que le Roi & le Roi d'Angleterre donnoient à leurs Alliés en Allemagne, laissoient subsister un germe de guerre & une dépense nuisible aux deux Nations. Le Roi pensa que le moyen le plus simple d'anéantir les discussions que les secours à fournir aux Alliés respectifs pourroient produire, seroit qu'il fût convenu entre la France & l'Angleterre, qu'il n'en seroit donné de la part de la France, en aucun

genre, à l'Impératrice Reine, de même que l'Angleterre s'obligerait à n'en point fournir au Roi de Prusse; il auroit été contraire à la bonne foi de stipuler cet anéantissement de secours sans le consentement des Alliés; le Roi demanda celui de l'Impératrice Reine, & le reçut assez à temps, pour que M. de Bussy pût remettre au Ministère Anglois la Note suivante, relative à cet objet; en même temps qu'il lui remettroit le Mémoire des propositions de la France, & celui qui concernoit l'Espagne.

N°. XIX.

NOTE de M. de Bussy à M. Pitt.

DEPUIS que le Mémoire des propositions de la France a été formé, & au moment que le courier alloit partir pour Londres, le Roi a reçu le consentement de l'Impératrice Reine à sa paix particulière avec l'Angleterre, mais à deux conditions.

La première, que l'on conserveroit la possession des pays appartenants au Roi de Prusse.

La seconde, qu'il soit stipulé que le Roi de la Grande-Bretagne, tant en sa qualité

Le Roi qu'en celle d'Electeur, ne donnera aucun secours ni en troupes, ni de quelque autre espece que ce soit au Roi de Prusse, & que Sa Majesté Britannique s'engage à ce que les troupes Hannoveriennes, Hessoises, Brunswickoises & autres auxiliaires unies aux Hannoveriens ne se joignent point aux troupes du Roi de Prusse, de même que la France s'engagera à ne donner aucun secours, d'aucune espece, à l'Impératrice Reine ni à ses Alliés.

Ces deux conditions paroissent si naturelles & si justes par elles-mêmes, que Sa Majesté n'a pu qu'y acquiescer, & qu'Elle espere que le Roi de la Grande-Bretagne voudra bien les adopter.

En lisant avec réflexion toutes ces pieces, on observera que le Mémoire des propositions explique nettement les moyens de rapprocher la France & l'Angleterre, relativement à leurs intérêts particuliers; que la Note, N.º XIX, leve tous les obstacles que les secours à donner aux Alliés en Allemagne pouvoient apporter à la réconciliation des deux Couronnes. En effet, que pouvoit-il y avoir de plus simple & de plus avantageux pour la France & pour l'Angleterre, dans la circonstance où elles se trouvoient, que de se retirer absolument & entièrement de la guerre d'Allemagne;

enfin pour prévenir en Europe un nouveau feu que les griefs de l'Espagne pouvoient allumer, & auquel la France, tôt ou tard, auroit été forcée de prendre part : rien ne paroïssoit plus sage que la proposition contenue dans le Mémoire, N.º *XVIII*, d'autant plus que cette proposition étoit la suite naturelle des bons offices que Sa Majesté Catholique avoit offerts aux deux Couronnes les années précédentes, afin de moyenner leur paix, lesquels bons offices avoient été acceptés de la France par une déclaration authentique, qui alors n'avoit pas été contredite par l'Angleterre.

M. de Bussy remit toutes ces pieces à M. Pitt le 23 de Juillet. Elles avoient été communiquées précédemment à M. Stanley, afin que ce Ministre en rendît un compte détaillé à sa Cour, & que le Ministère Anglois fût prévenu des objets que renfermoit l'expédition, & sans perdre de temps, pût en conférer avec M. de Bussy ; le Roi avoit même fait adresser à son Ministre à Londres, des instructions très-détaillées, qui contenoient de nouvelles facilités pour la conciliation des différends de la France avec l'Angleterre, relativement aux différentes possessions des deux Couronnes en Amérique, en Afrique & en Asie. Sa Majesté avoit prévu que la prise de Pondichery, dont on avoit été informé peu de jours

auparavant, pourroit occasionner dans la négociation quelque changement auquel il falloit obvier par de nouveaux sacrifices, s'ils étoient jugés nécessaires; mais le Ministre Anglois dévoila dans la conférence où les pièces lui furent remises, son opposition personnelle à la paix: il se refusa à tous les articles du Mémoire de propositions, entra fort peu en détail sur le motif de ses refus, s'étendit avec chaleur sur le Mémoire qui concernoit l'Espagne, rejetta avec mépris la Note qui regardoit les Alliés d'Allemagne, & finit par dire qu'il prendroit les ordres de son maître sur ces deux dernières pièces, & adresseroit à M. Stanley la réponse de Sa Majesté Britannique aux propositions de la France. En conséquence M. Pitt, en renvoyant à M. de Bussy les Mémoires concernant l'Espagne & l'Allemagne, lui écrivit le 24 Juillet une Lettre conçue en ces termes:

N^o. X X.

LETTRE de M. Pitt à M. de Bussy, en date du 24 Juillet 1761.

MONSIEUR,

M'ÉTANT expliqué, dans notre entretien d'hier, sur certains engagements de

la France avec l'Espagne, touchant les discussions de cette dernière Couronne avec la Grande-Bretagne, lesquels votre Cour ne nous annonce, que dans le moment, avoir pris dès avant qu'Elle ait fait ici ses premières propositions pour la paix particulière des deux Couronnes; & comme vous avez désiré, pour plus grande exactitude, prendre une note de ce qui s'est passé entre nous sur un sujet aussi grave, je vous renouvelle, Monsieur, par ordre du Roi, mot à mot la même déclaration que je vous fis hier, & vous prévenant de nouveau sur les sentiments très-sincères d'amitié & de considération réelle de la part du Roi envers Sa Majesté Catholique, en tout ce qui est de raison & de justice. Je dois vous déclarer encore très-nettement, au nom de Sa Majesté, qu'Elle ne souffrira point que les disputes de l'Espagne soient mêlées, en façon quelconque, dans la négociation de la paix des deux Couronnes; à quoi j'ai à ajouter qu'il sera regardé comme offensant pour la dignité du Roi, & non compatible avec la bonne foi de la négociation, qu'on fasse mention de pareille idée.

En outre, on n'entend pas que la France ait, en aucun temps, droit de se mêler de pareilles discussions entre la Grande-Bretagne & l'Espagne.

Des considérations si légitimes & si in-

indispensables ont déterminé le Roi à m'ordonner de vous renvoyer le Mémoire ci-joint, touchant l'Espagne, comme totalement inadmissible.

Je vous renvoie de même, Monsieur, comme totalement inadmissible, le Mémoire relativement au Roi de Prusse, comme portant atteinte à l'honneur de la Grande-Bretagne, & à la fidélité avec laquelle Sa Majesté remplira ses engagements avec ses Alliés.

J'ai l'honneur d'être, &c.

Signé PITT.

Le style de cette Lettre & la forme du renvoi ne portent pas l'empreinte de l'esprit de conciliation dont la Cour d'Angleterre avoit voulu jusqu'alors persuader qu'Elle étoit animée.

Les réponses au Mémoire de propositions de la France, qui furent remises à Versailles le 29 Juillet, sont très-analogues à la Lettre de M. Pitt à M. de Bussy; elles sont rédigées sur un ton de hauteur & de despotisme, qui auroit pu choquer une Cour moins considérable que celle de France. Les voici mot à mot.

N^o. X X I.

RÉPONSE de la Cour Britannique, au Mémoire de propositions de la France, du 29 Juillet 1761.

PAPIER des points qui doivent être donnés par M. Stanley, comme les propositions définitives de la Cour de la Grande-Bretagne.

1^o. *SA MAJESTÉ* Britannique ne se départira jamais de la cession entière & totale de la part de la France, sans aucunes nouvelles limites & sans exception quelconque de tout le Canada & de ses dépendances, & Sa Majesté ne se relâchera jamais, à l'égard de la cession pleine & parfaite de la part de la France, de l'isle du Cap-Breton, & de toutes les autres Isles dans le golfe ou dans le fleuve Saint-Laurent, avec ce droit de pêche qui est inséparablement attaché à la possession des susdites côtes, & des canaux ou détroits qui y menent.

2^o. A l'égard de la fixation des limites de la Louisiane, par rapport au Canada ou par rapport aux possessions Angloises situées sur l'Ohio, comme aussi du côté de la Virginie, on ne pourra jamais admettre que tout ce qui n'est point le Canada soit

de la Louisiane, ni que les bornes de la dernière province susdite s'étendent jusqu'aux confins de la Virginie, ou à ceux des possessions Britanniques sur les bords de l'Ohio; les Nations & pays qui se trouvent interposés & qui forment la vraie barrière entre les susdites provinces ne pouvant, par aucune considération, être directement ou par des conséquences nécessaires cédées à la France, en permettant qu'on les admette comme renfermées dans la description des limites de la Louisiane.

3°. Le Sénégal avec tous ses droits & dépendances sur la rivière qui porte ce nom, sera cédé à la Grande-Bretagne de la manière la plus pleine & la plus ample; comme aussi l'Isle de Gorée, si essentiellement liée avec le Sénégal.

4°. Dunkerque sera réduite à la condition où elle doit se trouver suivant le traité d'Utrecht, sans quoi aucune paix ne peut être admissible; & à cette condition seule Sa Majesté Britannique pourra jamais consentir à entrer en considération de cette demande que la France a faite, viz la restitution du privilège accordé par le treizième article dudit Traité, avec de certaines limitations & sous certaines restrictions, au sujet de la France de pêcher le poisson & de le sécher sur le rivage d'une partie de la Terre-Neuve.

5°. Quoique les titres par lesquels le Royaume de la Grande-Bretagne a soutenu en diverses occasions ses droits aux isles de Sainte-Lucie & de Tabago, n'aient point été réfutés, & quoique les armes de Sa Majesté lui aient acquis la possession de l'isle de Dominique, & de la colonie Françoisise établie avant le commencement de la guerre, cependant Sa Majesté, par cette modération qui sied si bien aux Roix, consentira à une partition égale des quatre Isles, nommées communément les Isles neutres, laquelle partition sera réglée dans le Traité futur.

6°. L'isle de Minorque sera tout de suite rendue dans l'état où elle s'est trouvée au temps de la prise, avec l'artillerie, &c. qui appartenoit à cette Isle.

7°. La France fera immédiatement la restitution & l'évacuation de ses conquêtes, faites sur les Alliés de Sa Majesté en Allemagne; c'est-à-dire, de tous les Etats & Pays appartenants au Landgrave de Hesse, au Duc de Brunswick & à l'Electorat de Hannovre, comme aussi de Wesel, & de toutes les places & territoires du Roi de Prusse, possédés par les armées de la France; la France fera enfin l'évacuation générale de toutes ses conquêtes du côté de la Hesse, de la Westphalie & dans ses contrées.

8°. Le Roi de la Grande-Bretagne, de

son côté, consent à rendre à Sa Majesté Très-Chrétienne : 1°. la conquête importante de Belle-Isle. 2°. Sa Majesté consent aussi à rendre au Roi Très-Chrétien l'isle opulente de la Guadeloupe avec celle de Mariegalante.

9°. Le Traité conclu entre M^r. Saunders & Godeheu, ne sauroit être reçu comme la base du rétablissement de la paix de l'Asie, puisque ledit Traité provisionnel n'a jamais eu de suite, & puisque ces conditions ne se trouvent nullement applicables à l'état actuel où se trouvent les affaires des Indes, par la réduction finale des possessions & des établissements de la Compagnie Françoisse des Indes orientales; mais comme le règlement parfait & définitif qui regarde ce pays, ne peut se faire que convenablement à de certains droits qui appartiennent absolument à la Compagnie Angloise, & comme le Roi ne sauroit équitablement disposer de leurs droits sans leur consentement, il faudra nécessairement laisser aux Compagnies respectives des deux Nations, l'ajustement de ces termes d'accommodement & de réconciliation, justes & raisonnables, que l'état & les circonstances de leurs affaires paroitra demander, & leur indiquera mutuellement; pourvu qu'en même temps ces conditions ne soient point contraires aux desseins & aux intentions équitables de leurs Souverains

pour la paix & la réconciliation des deux Couronnes.

10°. La demande de la restitution des prises sur mer avant la déclaration de guerre ne sauroit être reçue ; une telle prétention n'étant fondée sur nulle convention particulière, & n'émanant nullement du droit des gens, puisqu'il n'y a pas de principe moins sujet à contestation que celui-ci. Viz. que le plein droit de toutes les opérations hostiles ne résulte point d'une déclaration formelle de guerre mais des hostilités dont l'agresseur a usé en premier lieu.

11°. Comme les soins indispensables que Sa Majesté doit à ses peuples, & des motifs justes & invincibles qui regardent la conservation & la sûreté de ses royaumes, autorisés par les stipulations les plus formelles des Traités solennels, (Viz. celles de Radstadt & de la Barriere) & par les conditions expresses & irrévocables de la cession même des Pays-bas, ne peuvent jamais permettre que la France reste en possession d'Ostende & de Nieuport, les deux Places susdites seront évacuées, sans retardement, par leurs garnisons Françoises ; c'est pourquoi on déclare que les restitutions dont il est parlé dans les articles précédents de ce Mémoire, & nommément la convention que l'on aura à former & à régler par rapport aux Indes, ne pourront avoir lieu jusqu'à

ce que la susdite évacuation de Nieuport & d'Ostende soit de bonne foi exécutée.

12°. La cessation d'armes entre les deux Couronnes sera fixée & aura lieu du jour de la ratification des préliminaires ou du Traité définitif, & tous les points qui ont rapport à cette cessation d'hostilités seront établis & auront lieu suivant les usages ordinaires en pareil cas, & comme les circonstances des diverses parties du monde pourront l'exiger.

13°. Le Roi ayant, dès les premières ouvertures faites de la part de la France, déclaré qu'au cas que la paix particulière des deux Couronnes pourroit se conclure, Sa Majesté continueroit d'assister fidèlement, comme auxiliaire, son Allié le Roi de Prusse, avec efficace & de bonne foi, afin d'arriver à l'objet salutaire de la pacification générale de l'Allemagne; il sera permis à la Grande-Bretagne & à la France de soutenir, comme auxiliaires, leurs Alliés respectifs, dans leurs disputes particulières pour le recouvrement de la Silésie, suivant les engagements où chacune de ces Couronnes est entrée.

14°. Les prisonniers faits de part & d'autre, par terre & par mer, seront relâchés suivant la manière usitée, sauf les termes qui pourront exister en vertu de quelque Cartel ou de quelque convention qui pourroit y avoir relation.

Ces articles ne sont point digérés dans la forme ni dans le détail d'articles de paix ; mais on croit que par rapport aux points essentiels, ce Mémoire a la clarté & la précision qui ne peuvent rien laisser en doute, & qui prouvent amplement la sincérité & l'immuabilité des intentions de Sa Majesté, par rapport à ses intentions & à ses résolutions pour l'accomplissement d'un aussi grand bonheur que celui du rétablissement de la paix entre les deux Couronnes.

Le premier article de ce projet ôtoit entièrement aux François la liberté de la pêche de la morue ; & la démolition de Dunkerque exigée dans l'art. 4, ne rendoit cette liberté que dans une partie, avec de certaines limitations & sur certaines restrictions qui n'étoient pas expliquées.

Par le second article l'on pouvoit inférer que l'Angleterre prétendoit, non seulement conserver la possession exclusive de tout le Canada, mais se rendre aussi la maîtresse de tous les pays neutres situés entre le Canada & la Louisiane, pour se trouver plus à portée d'envahir, quand elle le jugeroit à propos, cette dernière colonie.

Le troisième article confirmoit en faveur des Anglois la possession entière de la côte d'Afrique, & ôtoit aux François tout établissement dans cette partie pour la traite des Negres,

Le neuvieme anéantissoit la Compagnie Françoisse des Indes.

Le septieme & le treizieme ne parurent pas conséquents ; en effet, par le premier l'Angleterre proposoit à la France d'évacuer l'Allemagne, & dans le second, Elle convenoit que les deux Couronnes soutiendroient leurs Alliés dans cette partie de l'Europe.

Ces réponses & toutes celles que l'Angleterre a faites dans le cours de la négociation, manifestent évidemment la répugnance de la Cour de Londres à toute conciliation.

Les articles qui énoncent les avantages que l'Angleterre veut se procurer, sont clairs, décisifs & même impératifs ; ceux qui regardent les intérêts de la France sont obscurs, sujets à diverses interprétations, & laissent une suite de discussions qui en laissant subsister le germe de la guerre, auroient encore tourné au préjudice de la France, si Elle avoit voulu accorder les demandes de l'Angleterre.

Ces réflexions n'échappèrent pas à la pénétration du Roi, cependant Sa Majesté ne voulut point prendre sur Elle la rupture d'une négociation qui avoit pour objet de sa part le bonheur de l'humanité ; Elle ordonna qu'il fût répliqué aux réponses de l'Angleterre, article par article, par le Mémoire suivant en forme d'*Ultimatum*.

N^o. X X I I.

ULTIMATUM de la Cour de France, qui servira de replique à l'*Ultimatum* de la Cour d'Angleterre, remis au Duc de Choiseul par M. Stanley, du 5 Août 1761.

LE ROI renouvelle la déclaration qu'il a faite à Sa Majesté Britannique, dans le Mémoire de propositions de paix qui a été remis à M. Stanley, & à laquelle la Cour d'Angleterre n'a répondu ni par écrit ni verbalement; Sa Majesté déclare donc de nouveau que si la négociation entamée à Paris & à Londres, pour le rétablissement de la paix entre les deux Couronnes, n'a pas le succès désiré, tous les points accordés dans cette négociation par la France ne pourront être représentés, dans aucuns cas, comme des points convenus, non plus que le Mémoire du mois de Mars dernier, relativement à l'*uti possidetis*.

1^o. Le Roi consent de céder le Canada à l'Angleterre dans la forme la plus étendue, énoncée dans le Mémoire de propositions; mais Sa Majesté ne se départira pas des conditions qu'Elle a mises dans ledit

Mémoire relativement à la Religion Catholique, & à la faculté, facilité & liberté pour l'émigration des anciens sujets du Roi. Quant à la pêche dans le golfe Saint-Laurent, le Roi entend maintenir le droit immémorial qu'ont ses Sujets de pêcher dans ledit golfe, & la liberté de sécher sur les côtes de l'isle de Terre neuve, telle qu'elle est convenue par le Traité d'Utrecht. Comme ce droit seroit illusoire si les vaisseaux François n'avoient pas un abri appartenant à la France dans le golfe, le Roi avoit proposé au Roi de la Grande-Bretagne la restitution de l'isle du Cap-Breton; il propose de nouveau ou cette Isle, ou celle de Saint-Jean, ou tel autre port, sans fortification, dans le golfe, ou à portée du golfe, qui puisse servir d'abri aux François, & conserver à la France la liberté de la pêche, dont Sa Majesté n'a pas intention de se départir.

2°. Le Roi n'a dit nulle part, dans son Mémoire de propositions, que tout ce qui n'étoit pas Canada étoit Louisiane; on n'imagine pas même comment pareille assertion auroit pu être avancée. La France demande au contraire que les Nations intermédiaires entre le Canada & la Louisiane, ainsi qu'entre la Virginie & la Louisiane, soient regardées comme des Nations neutres, indépendantes de la domination des deux

Couronnes, & servent de barrières entre Elles. Si le Ministère Anglois avoit voulu écouter les instructions de M. de Bussy sur cet objet, il auroit vu que la France venoit de la proposition de l'Angleterre.

3°. L'on n'a pas répondu en Angleterre au raisonnement simple, que si le Sénégal ne peut être possédé sûrement sans Gorée, l'Angleterre ne fera pas un grand sacrifice, en gardant Gorée, de restituer le Sénégal à la France. Sur cet article M. Stanley a dit au Duc de Choiseul qu'il pourroit y avoir des arrangements qui conviendroient aux deux Cours; en conséquence Sa Majesté, pour le bien de la paix, autorise M. de Bussy à traiter lesdits arrangements avec le Ministère Britannique.

4°. La Cour de Londres, quand il est question d'assurer, par le consentement du Roi, les conquêtes qu'Elle prétend garder, s'appuie du Mémoire de l'uti possidetis; Elle néglige de parler de ce Mémoire lorsqu'Elle forme des prétentions à la charge de la France. L'on ne peut pas disconvenir que l'état de la ville de Dunkerque ne se trouve renfermé dans l'uti possidetis.

Selon le Traité d'Utrecht, la démolition de Dunkerque n'a pas été accordée par la France, en compensation de la liberté de secher la morue sur la côte de Terre-neuve; c'est la cession, de la part de la France,

de l'isle de Terre-neuve qui a formé cette compensation ; mais le Roi , pour marquer à l'Europe son desir sincere pour la paix , & lever les obstacles que les ennemis de ladite paix peuvent y apporter , autorise son Ministre à Londres de négocier sur l'état de Dunkerque , lorsqu'on sera convenu du port , dans le golfe Saint-Laurent ou à portée du golfe , qui sera cédé à la France , pour servir d'abri à ses bâtimens pêcheurs.

5°. L'on a réfuté en France les titres de l'Angleterre sur les isles Antilles prétendues neutres ; Sa Majesté a accepté cependant , par un effet de sa modération le partage desdites Isles ; mais ce partage ne peut avoir lieu que dans la forme énoncée dans le premier Mémoire des propositions de la France.

6°. Il paroît que l'Angleterre , dans ses propositions , veut compenser l'isle de Minorque avec celle de Belle-Isle ; comme la France n'admet pas l'importance de la conquête de Belle-Isle , les deux Cours resteront dans leur sentiment ; l'Angleterre gardera sa conquête & la France Minorque.

7°. La France veut bien évacuer , en considération de la restitution faite par l'Angleterre de l'isle de la Guadeloupe & de celle de Marie-galante , les pays appartenants au Landgrave de Hesse , au Duc de Brunswick & à l'Electorat d'Hannovre , qui se
trouvent

trouvent ou se trouveront occupés par les armées de Sa Majesté, & dont la conquête est liée avec la guerre Britannique depuis la rupture de la capitulation de Closter-seven, & peut être séparée de la guerre de l'Impératrice Reine contre le Roi de Prusse.

Mais pour ce qui est de Wesel, Gueldres & autres pays en Westphalie, appartenants au Roi de Prusse, qui sont actuellement possédés par l'Impératrice, & où la justice se rend au nom de Sa Majesté Impériale, le Roi ne peut pas stipuler qu'il cédera les conquêtes de son Alliée; & pareille évacuation, de droit ni de fait, ne peut avoir lieu que du consentement de l'Impératrice Reine au Congrès d'Ausbourg, ce Congrès étant assemblé pour terminer les différends élevés dans l'Empire, & nommément ceux qui ont occasionné la guerre entre Sa Majesté Impériale & le Roi de Prusse.

8°. Le Roi accepte à ces conditions, & en faveur des cessions faites par la France dans l'Amérique septentrionale & en Afrique, ainsi que de l'arrangement de Dunkerque, la restitution de l'isle de la Guadeloupe & de celle de Marie-galante.

9°. La Compagnie Françoisise des Indes orientales a rempli les conditions du Traité fait entre M^r. Godeheu & Saunders: celle d'Angleterre n'a pas eu la même exactitude. Quoi qu'il en soit, le Roi veut bien acquies-

cer à l'article 9 de l'Ultimatum de l'Angleterre relativement à l'Asie.

10°. Le Roi persiste à l'égard des prises faites avant la guerre, dans ce que contient l'article XII de ses premières propositions. M. de Bussy est autorisé à donner un Mémoire particulier sur ce point, & l'on est persuadé en France que cet objet ne peut ni ne doit rompre la négociation entre les deux Couronnes.

11°. L'Impératrice Reine jouit de toute la souveraineté dans les villes d'Ostende & de Nieuport; le Roi a simplement prêté de ses troupes à son Alliée pour la garde de ces Places. L'Angleterre n'a aucun droit d'imposer au Roi & à l'Impératrice une loi contraire aux volontés de Sa Majesté & de Sa Majesté Impériale, qui ne blessent en aucune façon les Traités de la Maison d'Autriche avec les Etats-généraux. Au reste, le Roi veut bien déclarer que jamais son intention n'a été de garder lesdites Places en sa possession après le retour de la paix.

12°. L'article 12 de l'Ultimatum de l'Angleterre ne paroît pas susceptible de difficultés, lorsque les termes de la suspension convenue seront observés & maintenus de bonne foi.

13°. En réponse à la déclaration faite par M. Stanley, qu'en cas d'une paix particulière entre la France & l'Angleterre, Sa

Majesté Britannique continueroit d'aider constamment en qualité d'auxiliaire, son Allié le Roi de Prusse de tout son pouvoir & de toute sa bonne foi, afin d'obtenir la fin salutaire de la guerre & la pacification de l'Allemagne, le Duc de Choiseul, au nom du Roi son maître, a déclaré audit M. Stanley, que Sa Majesté par la même vue de la pacification générale, soutiendrait aussi de toutes ses forces & de tout son pouvoir ses fideles Alliés, & prendrait toutes les précautions que sa bonne foi & sa fidélité reconnues lui suggéreroient, afin d'éviter que la paix particuliere de la France avec l'Angleterre puisse leur nuire.

C'est en conséquence de ces sentiments, que le Roi, du consentement de ses Alliés, veut bien stipuler qu'il ne fournira aucun secours dans aucun genre à ses Alliés pour la continuation de leur guerre contre le Roi de Prusse, mais S. M. ne peut ni ne veut prendre cet engagement, qu'autant que Sa Majesté Britannique en prendra un pareil relativement au Roi de Prusse.

La proposition de laisser la liberté à la France d'envoyer des armées en Silésie, est défavorable par les positions, aux intérêts de l'Impératrice, & par conséquent inadmissible.

Le Roi persiste donc dans les propositions contenues dans l'article X de son premier

Mémoire. Tout ce qui pourroit être négocié sur ces points, seroit la liberté de fournir des secours en argent aux Alliés réciproques, lorsqu'il sera bien constaté qu'il ne sera libre à aucune Puissance de leur fournir des secours en troupes ni munitions de guerre, sous quelque dénomination que ce puisse être.

14°. Le Roi accepte l'article 14 de l'Ultimatum d'Angleterre.

La Cour Britannique conviendra, à ce qu'on espere, de la clarté des réponses à son Ultimatum, ainsi que de la facilité avec laquelle le Roi cherche, même à son préjudice, les moyens de parvenir à sa conciliation avec le Roi de la Grande-Bretagne.

M. de Buffly, en adressant cet *Ultimatum*, l'accompagna de la Lettre suivante en réponse à celle de M. Pitt, du 24 Juillet.

N°. *XXIII.*

LETTRE de M. de Buffly à
M. Pitt, du 5 Août 1761.

MONSIEUR,

J'AI rendu compte à ma Cour, de la lettre dont Votre Excellence m'a honoré le 24 du mois dernier, en me renvoyant la

Mémoire que je lui avois remis relativement aux intérêts de la Cour d'Espagne vis-à-vis de celle d'Angleterre, & la note que j'avois cru devoir lui communiquer sur les intentions du Roi mon maître, relativement à la forme nécessaire pour arrêter la cessation des hostilités en Allemagne.

Le Roi, Monsieur, m'ordonne de mander à V. E. que sur ce qui regarde les intérêts du Roi Catholique, la prévoyance de Sa Majesté, exprimée dans le Mémoire que je vous ai remis, est une suite de la vérité dont Sa Majesté fait profession d'user dans le cours de ses négociations; il n'y a dans le Mémoire que V. E. m'a renvoyé, ni offre de médiation, ni menace: on ne peut en inférer d'autre sentiment que celui du desir sincère qu'avoit Sa Majesté que la paix projetée entre la France & l'Angleterre, pût être aussi solide que durable; au surplus, le Roi s'en rapporte au Roi Catholique sur la forme dans laquelle ce Mémoire a été reçu & renvoyé, mais Sa Majesté m'a chargé de déclarer à V. E. que tant que l'Espagne l'approuvera, le Roi se mêlera des intérêts de cette Couronne, sans s'arrêter aux refus de la Puissance qui s'y opposeroit.

Pour ce qui est de la note renvoyée de même par V. E. & qui regarde les deux conditions nécessaires à l'arrangement proposé de l'évacuation des Pays conquis par

les armes de Sa Majesté, le Roi s'explique clairement sur cet article dans l'Ultimatum en réponse à celui de la Cour de Londres. Sa Majesté m'a ordonné de plus de déclarer par écrit à V. E. qu'Elle sacrifieroit la puissance que Dieu lui a donnée, plutôt que de rien arrêter avec ses ennemis, qui puisse être contraire aux engagements qu'Elle a contractés & à la fidélité dont Elle se fait gloire. Si l'Angleterre veut s'engager à ne donner aucuns secours au Roi de Prusse, le Roi s'engagera de même à n'en donner aucuns à ses Alliés d'Allemagne; mais Sa Majesté n'adoptera pas la liberté de secourir ses Alliés en troupes, parce qu'Elle connoît le désavantage que la position actuelle des armées pourroit produire contre l'Impératrice Reine. Le Roi peut stipuler de ne point procurer des avantages à ses Alliés, mais Il ne peut ni ne veut consentir à aucune condition qui puisse leur être nuisible.

Il me reste à marquer à V. E. la surprise de ma Cour sur la forme, tant de la lettre qu'elle m'a écrite, que de l'Ultimatum de l'Angleterre; cette forme si peu correspondante aux propositions de la France, dévoile l'opposition de la Cour de Londres à la paix; le Roi qui est bien éloigné de s'arrêter aux formes quand il est question du bonheur de l'Europe, a cherché dans la réponse de l'Ultimatum tous les moyens

qui, sans manquer à l'honneur de sa Couronne, ont été jugés possibles pour ramener la Cour Britannique à des sentimens pacifiques; V. E. jugera par l'Ultimatum de la France, que j'ai ordre de lui adresser, avec quelle facilité, en oubliant le ton impératif & peu fait pour la négociation, dont l'Angleterre se sert dans ses réponses, le Roi se prête aux vues de la Cour Britannique, & cherche par des sacrifices, à lui faire adopter les stipulations d'une paix raisonnable.

Si V. E. veut conférer avec moi sur cet Ultimatum, je me rendrai à ses ordres, & je serai très-empressé à lui marquer la volonté de ma Cour de terminer heureusement la négociation commencée, ainsi que les sentimens particuliers avec lesquels, &c.

Signé DE BUSSY.

Enfin, comme le Ministère Britannique avoit paru irrité du Mémoire relativement à l'Espagne, Sa Majesté Catholique avoit autorisé son Ambassadeur à Londres, le Comte de Fuentes, à remettre à M. Pitt la Note ci-jointe, interprétative de ce Mémoire.

N^o. *XXIV.*

NOTE de l'Ambassadeur d'Espagne à M. Pitt.

LE ROI Très-Chrétien qui souhaite de rendre utile & durable la paix qu'il s'étoit proposé de traiter avec l'Angleterre, confia d'abord ses intentions au Roi mon maître, lui marquant le plaisir avec lequel il saisissoit cette occasion de lui montrer sa considération aux offres réitérées que Sa Majesté Catholique avoit fait également à lui & à l'Angleterre, pour faciliter une réconciliation convenable & permanente.

C'est par des principes si sinceres que Sa Majesté Très-Chrétienne proposa au Roi mon maître la garantie dans le Traité de paix, puisque cela pourroit convenir également à la France & à l'Angleterre, & lui témoigna en même temps ses sinceres dispositions par rapport aux sacrifices qu'Il se proposoit de faire pour donner la tranquillité à l'Europe, avec une paix solide & honorable.

Une telle démarche de Sa Majesté Très-Chrétienne a dû infiniment obliger le Roi mon maître, qui y trouvoit l'uniformité de ses mêmes sentiments, & remplir à son égard, avec la correspondance la plus marquée, tous les engagements qui les unissent

& par les liens du sang, & par leurs intérêts mutuels, & d'ailleurs reconnoissoit dans les intentions du Roi de France cette humanité & grandeur d'ame qui lui sont propres, en rendant de son côté la paix aussi permanente que les vicissitudes humaines peuvent le permettre.

C'est avec la même candeur & franchise, que le Roi mon maître confia à Sa Majesté Très-Chrétienne qu'Il auroit souhaité que Sa Majesté Britannique n'eût point fait de difficulté d'agréer la garantie en considération des griefs de l'Espagne avec l'Angleterre, puisqu'Elle a tout lieu de croire que Sa Majesté Britannique est dans les mêmes bonnes dispositions de les terminer à l'amiable selon la raison & la justice.

Cette confiance que le Roi mon maître a faite à la France, lui a donné lieu de témoigner à Sa Majesté Britannique la pureté de ses intentions pour le rétablissement de la paix, puisqu'en lui proposant la garantie de l'Espagne, Elle lui marque ses desirs sinceres de voir terminer en même temps ses intérêts, qui pourroient un jour rallumer le feu d'une nouvelle guerre qu'on tâche présentement d'éteindre.

Si les intentions de Sa Majesté Très-Chrétienne & du Roi mon maître ne se trouvoient pas remplies de bonne foi, le Roi mon maître se flatte que Sa Majesté

Britannique lui rendra la justice d'envisager comme telles les siennes, puisque si elles portoient à tout autre principe, Sa Majesté Catholique donnant cours à sa grandeur, auroit parlé d'Elle-même & selon sa dignité.

Je ne puis pas me dispenser de vous dire, Monsieur, que le Roi mon maître apprendra avec surprise que le Mémoire de la France pourroit faire dans l'esprit de Sa Majesté Britannique une sensation toute opposée aux véritables intentions des deux Souverains.

Mais Sa Majesté Catholique s'en consolera toutefois qu'Elle verra qu'on fait le progrès qu'Elle a toujours souhaité dans la négociation de la paix, soit particuliere entre la France & la Grande-Bretagne, ou générale; puisque ses desirs sinceres sont de la perpétuer à jamais, ôtant tout germe qui puisse malheureusement reproduire un jour la guerre.

C'est pourquoi le Roi mon maître se flatte que Sa Majesté Britannique, animée des mêmes sentimens d'humanité pour la tranquillité publique, soit dans les mêmes intentions de terminer les disputes de l'Angleterre avec une Puissance qui lui a donné des preuves si réitérées de son amitié, au même temps qu'on se propose de donner une paix générale à toute l'Europe.

Le Roi ordonnoit à M. de Bussy, par

les instructions qui lui furent envoyées avec l'*Ulimatum*, d'accorder la cession du Canada dans toute l'étendue que desiroit l'Angleterre, pourvu que la pêche sur les côtes & dans le golfe Saint-Laurent fût conservée à la France, & que l'Angleterre désignât un port dans cette partie, qui fût soumis à la souveraineté du Roi, & qui servît d'abri aux Pêcheurs François.

Il étoit prescrit à M. de Bussy de convenir des limites du Canada & de la Louisiane, d'après la carte Angloise, quoique très-défavorable aux droits & aux possessions de la France. Quant à la partie de l'Afrique, le Ministre du Roi étoit autorisé à consentir aux cessions demandées par l'Angleterre, pourvu que l'exportation des Negres fût assurée aux François d'une maniere aussi solide que facile; & Sa Majesté faisoit le sacrifice de Dunkerque, en compensation de la sûreté de la pêche dans le golfe Saint-Laurent, en faveur de ses sujets.

Pour ce qui regarde l'Asie, le Roi autorisoit M. de Bussy à accorder que les Compagnies Françoisse & Angloise des Indes traitassent entr'elles de leurs intérêts particuliers, à condition qu'elles suspendroient les hostilités pendant les négociations, & que les avantages de l'une ou de l'autre Compagnie entreroient en compensation par rapport aux intérêts respectifs des deux Couronnes.

Le Roi insistoit dans les instructions envoyées à son Ministre à Londres, sur l'article de la restitution des bâtimens François pris avant la guerre par la Marine Angloise. L'amour de Sa Majesté pour ses Sujets ne lui permettoit pas de ne pas faire tout ce qui pouvoit dépendre d'Elle pour diminuer le malheur que souffroient plusieurs Villes de son Royaume par ces prises illégitimes. M. de Bussy eut même ordre de donner sur cet objet particulier le Mémoire suivant.

N^o. XXV.

MÉMOIRE sur la Réclamation
des prises faites avant la Déclaration de la guerre.

LA réclamation des prises de vaisseaux faites par les Anglois sur les François, avant la déclaration de guerre, a son fondement dans les Traités d'Utrecht & d'Aix-la-Chapelle.

On ne conteste pas le principe que le droit d'exercer les hostilités ne résulte pas toujours de la formalité d'une déclaration de guerre; mais comme il n'est pas praticable que deux Princes qui se font la guerre statuent entre eux lequel est l'agresseur de l'autre, l'humanité & l'équité ont inspiré des

précautions pour que , dans le cas où la rupture vient à éclater à l'imprévu & sans déclaration préliminaire , les vaisseaux étrangers qui , naviguant sous l'abri de la paix & des Traités , se trouvent dans les Ports respectifs dans le temps de la rupture , aient le temps de se retirer en toute liberté.

Cette loi si sage , si conforme aux regles de la bonne foi , fait partie du droit des gens , & l'article du Traité qui consacre ces précautions doit être exécuté fidèlement , malgré la rupture des autres articles du Traité , qui résulte naturellement de la guerre.

Les Cours de France & de la Grande-Bretagne ont pris cette précaution salutaire dans les Traités d'Utrecht & d'Aix-la-Chapelle ; dans les premiers , par l'article XIX du Traité de paix & II du Traité de commerce ; dans le second , par l'article III qui renouvelle & confirme les premiers.

Si ces Traités accordent une sauve-garde aux Sujets respectifs qui se trouvent avoir des vaisseaux dans les Ports l'un de l'autre , parce que ne pouvant avoir eu connoissance de la rupture survenue , ils ont navigué dans la confiance de la paix & sur la foi des Traités ; par la même raison tous les autres sujets non habitants des Ports respectifs , qui ont des vaisseaux à la mer , doivent jouir de la même sauve-garde pour leurs

navires , en quelque partie de la mer qu'ils se rencontrent , autrement il s'ensuivroit que les Souverains auroient voulu préserver une partie de leurs Sujets des malheurs d'une rupture subite , & y livrer les autres , ce qui seroit absolument contraire à l'humanité des Souverains , & même à la droite raison.

C'est dans ce principe que le Roi de France a fait rendre à l'Angleterre les vaisseaux Anglois qui se trouvoient dans les Ports de France lors de la rupture , ou pris à la mer avant la déclaration de la guerre.

Si Sa Majesté n'avoit pas fait relâcher ces vaisseaux , la Cour de la Grande-Bretagne pourroit alléguer qu'Elle a retenu les vaisseaux François par représailles , mais la régularité de la France à se conformer aux Traités d'Utrecht & d'Aix-la-Chapelle , & aux principes qui en résultent , ne laisse aucune raison à l'Angleterre de ne pas remplir des engagements qui sont réciproques.

En conséquence , la Cour de France ne doute pas que celle d'Angleterre ne veuille bien se porter à prononcer la restitution des vaisseaux pris par les Anglois sur les François avant la déclaration de guerre.

Enfin le Roi ordonnoit à son Ministre de représenter avec force l'utilité dont étoit

pour les deux Couronnes l'abandon total de la guerre d'Allemagne ; Sa Majesté vouloit au surplus que M. de Bussy, après avoir fait tous ses efforts pour déterminer le Ministère Britannique à un acquiescement à des propositions aussi avantageuses à l'Angleterre, attendît de nouvelles instructions, si la Cour de Londres se refusoit aux conditions offertes dans l'*Ultimatum* de la France, le Roi étant déterminé à porter aussi loin qu'il seroit possible sa complaisance, pour inspirer au Roi d'Angleterre des dispositions pacifiques.

L'*Ultimatum* de la France, du 5 Août, arriva à Londres le 8 du même mois : M. de Bussy écrivit à M. Pitt : ce Ministre lui fit le 15 la réponse suivante.

N.º XXVI.

LETTRE de M. Pitt à M. de Bussy du 15 Août 1761.

MONSIEUR,

J'ai rendu compte au Roi de la Lettre dont vous avez accompagné, par ordre de Sa Majesté Très-Chrétienne, l'*Ultimatum* de la Cour de France ; Sa Majesté a vu par ces deux pièces, avec le regret que l'amour,

de la paix lui inspire , que l'heureux moment de mettre fin à tant de maux , paroît n'être pas encore venu.

Pour ce qui regarde la forme de l'Ultimatum de l'Angleterre , en réponse au Mémoire des propositions de la France , ainsi que celle de la Lettre que je vous ai adressée par ordre du Roi , en vous renvoyant les deux papiers , relativement à l'Espagne & au Roi de Prusse , comme totalement inadmissibles , le Roi m'ordonne de vous dire , Monsieur , que Sa Majesté s'en tient , tant à la forme qu'à la substance de ces deux piéces , où sa dignité a conspiré avec sa justice & sa bonne foi , laissant à toute la terre à juger laquelle des deux Cours a dévoilé son opposition à la paix dans le cours de la négociation ; si c'est celle qui , par un principe de candeur , non pour prendre un ton impératif , a toujours cherché à parler clair dans ses réponses , afin d'abrégér les longueurs , en écartant les méentendus , & pour n'avoir pas à se reprocher d'avoir fait illusion même à son ennemi ; qui , dans les conditions de la paix , bien-loin d'abuser de ses prospérités , n'a pas même usé de tous ses droits que l'uti possidetis & que le Mémoire de Paris du 26 Mars , lui donnent ; qui , de plus , propose qu'après la consécration de la paix des deux Couronnes , il leur soit libre , par

rappoit à la querelle de la Silésie, de remplir envers leurs Alliés les engagements respectifs que chaque Couronne a contractés ; c'est donc, Monsieur, à l'Europe à juger si c'est-là la Cour qui dévoile son opposition à la paix, ou bien si ce n'est celle qui, après tant de variations & de lenteurs de sa part, continue d'insister arbitrairement sur des objets en Amérique que l'*uti possidetis* nous a acquis, & lesquels porteroient directement atteinte aux droits essentiels de nos conquêtes du Canada & de ses dépendances dans le Golfe de Saint-Laurent ; qui en Allemagne refuse non seulement de restituer ses conquêtes, faites sur l'Allié du Roi, en justes compensations des restitutions importantes que Sa Majesté a bien voulu faciliter à la France, mais prétend même imposer au Roi la loi de ne pas remplir les engagements de sa Couronne envers Sa Majesté Prussienne ; qui de plus, non content de mettre tant d'obstacles invincibles à la paix, n'a pas répugné d'interposer de nouvelles entraves à un bien si précieux, pour lequel les Nations soupirent, en y mêlant après coup des choses aussi étrangères à la présente négociation des deux Couronnes, que le sont les discussions entre la Grande-Bretagne & l'Espagne.

Telle étant, Monsieur, la conduite des deux Cours ; le Roi voit avec regret la paix tant désirée s'éloigner, & qu'on paroisse

vouloir dans ce moment la commettre encore au sort incertain d'événements ultérieurs.

Si c'est-là l'intention de la France, Sa Majesté se repose sur la même Providence, qui n'a cessé de bénir la justice de ses armes & la pureté de ses intentions pour la paix, que le cours des événements opérant peut-être ce que la modération du Roi a tenté en vain, ramenera la Cour de France à des dispositions plus heureuses.

Cependant, Monsieur, quoiqu'il ne me soit pas permis de conférer avec vous sur l'Ultimatum de votre Cour séparément, néanmoins si vous desirez, Monsieur, que nous conférions sur les deux Ultimatum de nos Cours à la fois, je serai à vos ordres quand vous le jugerez à propos, pour avoir l'honneur d'apprendre ce que vous pourriez avoir à me communiquer des intentions de votre Cour.

J'ai l'honneur d'être, &c.

Signé W. PITT.

L'Europe sera en état de juger par les pieces contenues dans ce Mémoire, & qui ne peuvent pas être défavouées, non plus que leurs dates, par le Ministère Britannique, si la France a suivi avec lenteur la négociation, & si Elle a varié dans ses propositions & dans le desir constant de parvenir à la paix.

M. de Bussy eut le 17 Août une conférence avec M. Pitt, après lui avoir repliqué.

N^o. XXVII.

RÉPONSE de M. de Bussy à
M. Pitt, du 16 Août 1761.

MONSIEUR,

J'AI reçu la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 15 de ce mois. Je n'entreprendrai point de discuter ce qui en fait le principal objet, devant laisser juger à ma Cour s'il convient d'y faire une réplique, & quelle elle doit être; je me bornerai, Monsieur, à vous dire que j'accepte avec plaisir l'offre que V. E. m'a fait de conférer avec Elle sur les deux Ultimatim de nos Cours; comme vous êtes à la campagne, & que je ne veux point abréger les moments que vous employez à l'affermissement de votre santé, je m'en rapporte entièrement à vous pour m'indiquer le jour & l'heure auxquels je pourrai aller conférer avec vous.

Rien au monde n'est plus vrai que l'assurance du respectueux attachement que vous m'avez inspiré, & avec lequel j'ai l'honneur d'être, &c.

Signé DE BUSSY.

Les délibérations multipliées du Conseil Britannique, & le retardement du 8 au 30 du même mois, de la réponse à l'*Ultimatum* de la France, avoit ranimé les espérances pour la réconciliation des deux Couronnes; enfin, cette réponse arriva, & M. Stanley la remit le premier Septembre au Duc de Choiseul.

N^o. *XXVIII.*

RÉPONSE de la Cour Britannique à l'*Ultimatum* de la Cour de France, remis le 17 d'Août par M. de Bussy, Ministre Plénipotentiaire du Roi T. C. au Secrétaire d'État de S. M. B. du département du Sud, reçue le premier Septembre 1761.

LE ROI Très-Chrétien ayant déclaré réitérativement, dans l'*Ultimatum* de la Cour de France, remis à M. Pitt par M. de Bussy, ainsi que dans le Mémoire de propositions de paix qui a été remis par M. le Duc de Choiseul à M. Stanley, que si la négociation entamée entre les deux Couronnes n'a pas le succès désiré, tous les points accordés dans cette négociation par la France, ne pourront être représen-

tés, dans aucun cas, comme des points convenus, non plus que le Mémoire du mois de Mars dernier, relativement à l'uti possidetis; le Roi déclare en réponse, de son côté, que si les facilités que Sa Majesté a bien voulu apporter à la paix, n'étoient pas acceptées par Sa Majesté Très-Chrétienne, les restitutions importantes offertes à la France, ainsi que les autres arrangements indiqués ci-après de la part de la Grande-Bretagne, ne pourront plus dans la suite être représentés comme accordés.

ARTICLE PREMIER.

LE ROI ne cessera d'insister sur la cession entière & totale, sans nouvelles limites ou exceptions quelconques du Canada & de ses dépendances, ainsi que sur la pleine cession de l'isle du Cap-Breton, & de toutes les autres Isles dans le golfe & fleuve Saint-Laurent.

Le Canada, selon la ligne de ses limites, tracée par le Marquis de Vaudreuil lui-même, quand ce Gouverneur général a rendu, par capitulation, ladite province au Général Britannique le Chevalier Amherst, comprend d'un côté les lacs Huron, Michigan & Supérieur; & ladite ligne, tirée depuis le lac Rouge, embrasse par un cours tortueux la riviere Ouabache jusqu'à sa

jonction avec l'Ohio, & de-là se prolonge le long de cette dernière rivière inclusivement jusqu'à son confluent dans le Mississipi.

C'est conformément à cette définition de limites du Gouverneur François, que le Roi réclame la cession du Canada, Province que la Cour de France a en dernier lieu offert de nouveau, par son Ultimatum, de céder à Sa Majesté Britannique dans la forme la plus étendue, énoncée dans le Mémoire de propositions de paix du 13 Juillet.

Pour ce qui regarde la profession publique & l'exercice de la Religion Catholique Romaine en Canada, les nouveaux sujets de Sa Majesté Britannique seront conservés dans cette liberté sans interruption ni molestation; & les habitants François ou autres, qui auroient été sujets du Roi Très-Chrétien en Canada, auront toute liberté & faculté de vendre leurs biens, pourvu que ce soit à des sujets de Sa Majesté Britannique, & de transporter leurs effets, ainsi que leur personne, sans être gênés dans leur émigration sous quelque prétexte que ce soit (hors le cas de dettes & d'infraction des loix criminelles); bien entendu toujours que le temps accordé pour ladite émigration soit limité à l'espace d'un an, à compter du jour de la ratification du Traité définitif.

POUR ce qui est de la ligne à tirer depuis Rio-perdido, comme contenue dans la note remise par M. de Bussy, le 18 de ce mois, sur les limites de la Louisiane, Sa Majesté ne peut que rejeter une proposition si inattendue, comme nullement admissible à deux égards.

1°. En ce que ladite ligne, sous couleur de fixer les limites de la Louisiane, attribuée maintenant à cette Province de vastes pays, lesquels avec les postes & forts qui les commandent, le Marquis de Vaudreuil a, par une capitulation la plus solennelle, remis incontestablement à la possession de Sa Majesté Britannique sous la définition du Canada : & que par conséquent quelques contentieuses qu'aient été avant la guerre les prétentions respectives des deux Couronnes, & particulièrement par rapport au cours de l'Ohio, & aux territoires, dans cette partie, depuis la reddition du Canada & la ligne de ses limites, tracée comme dessus par le Marquis de Vaudreuil, tous les titres opposés se réunissent & deviennent, sans contredit, valables pour assurer à la Grande-Bretagne, avec tout le reste du Canada, la possession de ces pays dans la partie de l'Ohio ci-devant contestée.

2°. La ligne proposée pour fixer les limi-

tes de la Louisiane ne sauroit être admise , en ce qu'elle comprendroit , dans une autre partie du côté des Carolinas , des régions très-étendues & des Nations nombreuses , qui ont toujours été censées être sous la protection du Roi , à laquelle Sa Majesté n'est pas dans l'intention de renoncer , & dont le Roi , pour le bien de la paix , pourroit consentir de laisser les pays intermédiaires , sous la protection de la Grande-Bretagne , & plus particulièrement ceux des Cherokees , des Creeks , des Chicafaws , des Chaftaws , & d'autres Nations situées entre les établissemens Britanniques & le Mississipi.

I I I.

LE Roi se rapporte à l'article troisieme de l'Ultimatum de l'Angleterre , touchant la cession du Sénégal & de ses dépendances , ainsi que de l'isle de Gorée , de la maniere la plus ample , comme énoncée dans ledit article ; & Sa Majesté veut bien renouveler ce qui a été déclaré par M. Stanley , que si la Cour de France voudroit suggérer quelque arrangement raisonnable pour se pourvoir de Negres , qui ne soit pas trop préjudiciable aux avantages que les sujets Britanniques possèdent en Afrique , on entrera volontiers en considération là-dessus.

LE privilege important accordé par l'article XIII du Traité d'Utrecht, sous certaines limitations & restrictions, aux sujets de la France de pêcher & de sécher la morue dans une partie spécifiée des côtes de Terre-neuve, n'a point été refusé de la part de l'Angleterre, mais lié à une satisfaction réciproque de la part de la France, sur l'objet indispensable de Dunkerque, que le Roi a exigé & exige; c'est donc à condition que la ville & le port de Dunkerque soient remis aux termes où ils devoient l'être par le dernier Traité d'Aix-la-Chapelle, que Sa Majesté consentira à renouveler à la France, par le futur Traité de paix, le privilege de pêcher & de sécher, en vertu du Traité d'Utrecht sur ledit district de Terre-neuve.

Pour ce qui regarde la demande que le Roi Très-Chrétien a faite en outre, que ses sujets puissent pêcher dans le golfe Saint-Laurent, ainsi que d'y avoir un port sans fortifications & sujet à l'inspection de l'Angleterre, comme proposée de la part de M. le Duc de Choiseul, dans les conférences avec M. Stanley à ce sujet, lequel port puisse servir simplement d'abri aux bâtimens pêcheurs de la nation Françoisise qui y aborderont; le Roi pour manifester à Sa

Majesté Très-Chrétienne & à toute la terre, la sincérité de ses intentions pour la paix, consentira :

1°. De laisser aux sujets François la liberté de pêcher dans le golfe Saint-Laurent, à cette condition la plus expresse, à savoir : Que lesdits sujets François s'abstiennent de cette pêche particuliere sur toutes les côtes appartenantes à la Grande-Bretagne, soit celles du continent, soit celles des Isles situées dans ledit golfe Saint-Laurent, de laquelle pêche les possesseurs seuls desdites côtes ont constamment joui & qu'ils ont toujours exercé, sauf toutefois le privilege accordé par l'article XIII. du Traité d'Utrecht, aux sujets de la France de pêcher & de sécher la morue dans une partie spécifiée des côtes de Terre-neuve, lequel privilege est proposé d'être renouvelé à la France comme dessus.

2°. Le Roi consentira de céder à Sa Majesté Très-Chrétienne l'Isle de Saint-Pierre avec son port, laquelle Isle, par rapport à cette partie de Terre-Neuve qui se trouve entre la baie de Placentia & la baie de la Fortune, est située ouest-sud-ouest, & son port s'ouvre vers le nord-est, la partie intérieure duquel port s'appelle Bourgway; l'Isle de Saint-Pierre que le Roi veut céder, est séparée par un petit détroit d'une autre Isle connue sous le nom de Maquelon ou de

Michelon, laquelle est au nord de ladite Isle de Saint-Pierre.

A la cession de ladite Isle comme dessus, Sa Majesté mettra quatre conditions indispensables.

1°. Que la France, sous aucun prétexte ou sous aucune dénomination que ce soit, n'élèvera de fortifications, soit dans ladite Isle, soit dans son port, ni ne pourra y entretenir de troupes, ni y avoir d'établissement militaire quelconque.

2°. Que ladite Isle & ledit port serviront d'abri uniquement aux bâtimens pêcheurs de la nation Françoisé, & qu'il ne sera pas permis à la France de participer la commodité dudit abri aux bâtimens pêcheurs ou autres vaisseaux de quelqu'autre Nation que ce soit.

3°. Que la possession de l'Isle de Saint-Pierre comme dessus, ne sera censée en aucun cas transporter, attribuer, ni participer de quelque maniere que ce soit, le moindre droit ni faculté de pêcher ou de sécher la morne dans aucune autre partie des côtes de Terre-Neuve au-delà du district expressément articulé, & fixé à cet effet par l'Article XIII du Traité d'Utrecht, c'est-à-dire, a loco cap Bonavista nuncupato, usque ad extremitatem ejusdem insulae septentrionalem indeque ad latus occidentale recurrendo usque ad locum Pointe-riche appellatum.

4°. Qu'il sera libre en vertu de la cession de ladite Isle comme dessus, à un Commissaire Anglois d'y résider, ainsi qu'au Commandant de l'Escadre Britannique de Terre-Neuve, de visiter de temps en temps ladite Isle & ledit port de Saint-Pierre, pour ir à l'observation des stipulations énoncées ovmmedessus.

V.

L'IDE'E de l'alternative suggérée par la Cour de France, relativement aux Isles de Tabago, de Sainte-Lucie, de Dominique, & de Saint-Vincent, communément appellées neutres, n'est nullement admissible. Le Roi continue toutefois par un effet de sa modération, de vouloir consentir à un partage égal desdites quatre Isles, à fixer dans le futur Traité entre les deux Couronnes.

V I.

LE Roi consent à restituer à S. M. Très-Chrétienne,

1°. L'importante conquête de Belle-Isle avec l'artillerie, &c. qui y fut trouvée lors de la prise de ladite Isle.

2°. Sa Majesté consent de restituer de même au Roi Très-Chrétien, l'Isle fertile & opulente de la Guadeloupe avec celle de Marie-galante avec l'artillerie, &c. qui y fut trouvée lors de la prise desdites Isles.

V I I.

L'ISLE de Minorque sera restituée à Sa Majesté Britannique, ainsi que le fort Saint-Philippe, dans l'état où il étoit avec l'artillerie, &c. qui y fut trouvée lors de la prise de ladite Isle & dudit Fort.

V I I I.

POUR ce qui regarde la restitution & l'évacuation des conquêtes faites par la France sur tous les Alliés du Roi en Allemagne, & nommément de Wesel, & des autres Places & territoires du Roi de Prusse, Sa Majesté s'en tient à ce qui est demandé relativement à cette matière dans l'article VII de l'Ultimatum de l'Angleterre; bien entendu toujours que toutes les Places appartenantes aux Alliés du Roi en Allemagne, seront restituées avec l'artillerie, &c. qui y fut trouvée lors de la prise desdites Places.

I X.

A l'égard du secours à fournir à Sa Majesté Prussienne de la part de la Couronne Britannique, comme auxiliaire, après la confection de la paix particulière entre la Grande-Bretagne & la France, Sa Majesté demeure dans la même résolution inébranlable qu'Elle a déclaré depuis les premières ouvertures de la présente négociation, qu'Elle

ne cessera de secourir constamment, comme auxiliaire, son Allié le Roi de Prusse, avec efficace & bonne foi, afin de parvenir au but salutaire de la pacification générale de l'Allemagne. Dans cette vue Sa Majesté, bien loin d'avoir proposé de laisser la liberté à la France d'envoyer des armées en Silésie, sans être limité au nombre stipulé par ses engagements actuels avec la Cour de Vienne, (chose qui ne se trouve nulle part dans l'Ultimatum de l'Angleterre,) a uniquement déclaré, comme l'Article XIII dudit Ultimatum en fait foi, qu'il sera libre à la Grande-Bretagne & à la France de soutenir, comme auxiliaires, leurs Alliés respectifs dans la querelle particulière pour la récupération de la Silésie, selon les engagements pris par chaque Couronne.

Le Roi Déclare en même temps que S. M. n'a ni l'intention ni la faculté de se charger d'interdire & d'inhiber à aucunes Troupes étrangères d'entrer au service & à la solde du Roi de Prusse, quelque disposée que S. M. pourroit être à consentir de ne fournir, qu'en subsides seulement, les secours que la Grande-Bretagne jugera convenables, conformément à ses engagements, d'accorder à Sa Majesté Prussienne.

X.

A l'égard des prises faites après les

hostilités commencées , & avant la formalité d'une déclaration de guerre , le Roi persiste à penser qu'une telle demande de la part de la France n'est ni juste ni soutenable , selon les principes les plus incontestables du droit de la guerre & des Nations.

X I.

PAR rapport aux évacuations d'Offende & de Nieuport , le Roi ne peut que se référer aux motifs fondés sur les stipulations les plus expressees & irrévocables des Traités les plus solennels , & énoncés dans l'article 21 de l'Ultimatum de la Grande-Bretagne , ainsi qu'à sa déclaration relativement à cet objet ; & Sa Majesté se repose sur la bonne foi de celle faite de la part de Sa Majesté Très-Chrétienne , dans l'article 22 de l'Ultimatum de la France ; à savoir , que jamais l'intention de Sa Majesté Très-Chrétienne n'a été de garder lesdites Places en sa possession après le retour de la paix.

X I I.

sur la cessation d'hostilités , le Roi persiste , à tous égards , dans les mêmes intentions exprimées dans l'article 22 de l'Ultimatum Britannique.

X I I I.

POUR ce qui regarde la Compagnie Françoise des Indes orientales , il n'y a qu'à se référer à l'article 9 de l'Ultimatum de l'Angleterre , par rapport à quoi on semble ne pas disconvenir.

X I V.

POUR les Prisonniers de guerre , les deux Cours paroissent entièrement d'accord sur ce point.

La Cour de France ne pourra que s'apercevoir , par cette réponse , de la droiture des intentions du Roi , ainsi que de la modération que Sa Majesté apporte aux moyens de conciliation avec Sa Majesté Très-Chrétienne.

Signé STANLEY.

Le Duc de Choiseul eut sur cette réponse plusieurs conférences avec le Ministre Anglois : mais M. Stanley , dans ses conférences , ainsi que dans tout le cours de la négociation , n'a point paru autorisé par sa Cour à transiger sur les difficultés qui se rencontroient , ni même à éclaircir les obscurités qui se trouvoient dans les réponses de l'Angleterre , & nommément à l'article IX de la dernière réponse de la Cour de Londres : comme ce Ministre étoit

astreint à la lettre de la réponse de la Cour, cette circonstance arrêtoit absolument sur les points à éclaircir, & ôtoit toute facilité pour applanir les obstacles de la négociation. L'on jugea en France, pour lever les difficultés, devoir donner à l'Angleterre un nouveau Mémoire, pour répondre finalement à la Cour de Londres. Ce Mémoire fut envoyé à M. de Bussy le 9 Septembre.

N^o. X X I X.

DERNIER MÉMOIRE de la France sur la Réponse de l'Angleterre, remise au Duc de Choiseul le 1^{er}. Septembre par M. Stanley, Ministre de Sa Majesté Britannique; du 9 Septembre 1761.

LE ROI accepte la déclaration du Roi d'Angleterre, contenue dans le préambule de la réponse, & renouvelle la précédente qu'il a faite à Sa Majesté Britannique sur le même objet; de sorte qu'il est arrêté définitivement & sans ambiguité entre les deux Cours, que si la paix n'est pas une suite de la négociation actuelle, tout ce qui a été dit, écrit & négocié entre les deux Cou-

ronnes, depuis le Mémoire du 26 Mars inclusivement, jusqu'au moment de la rupture, sera nul & de nul effet, & ne pourra pas servir d'argument en faveur d'aucune des deux Parties, dans les négociations futures de la paix.

ARTICLE PREMIER.

LE ROI a dit dans son premier Mémoire de propositions & dans son Ultimatum, qu'il céderoit & garantiroit à l'Angleterre la possession du Canada dans la forme la plus étendue; Sa Majesté persiste dans cette offre; & sans discuter sur la ligne des limites, tracée dans une carte présentée par M. Stanley; comme cette ligne, demandée par l'Angleterre, est sans doute la forme la plus étendue que l'on puisse donner à la cession, le Roi veut bien l'accorder.

Sa Majesté avoit apposé quatre conditions à sa garantie; il paroît que l'Angleterre ne s'y refuse point: le Roi trouve simplement que le terme d'un an pour la vente des effets François & pour l'émigration, est trop court, & Sa Majesté demande qu'il soit convenu que ce terme soit de deux ans ou de dix-huit mois tout au moins.

Comme la Cour d'Angleterre a joint dans l'article premier de sa réponse à la cession entière & totale du Canada, telle qu'elle est

convenue entre les deux Cours, le mot de dépendances, il est nécessaire qu'Elle explique spécifiquement, pour que cette cession ne produise pas dans la suite de difficultés entre les deux Cours, ce qu'Elle entend par ce mot de dépendances.

I I.

Le paragraphe premier, sur les limites de la Louisiane, contenu dans l'article II de la réponse de l'Angleterre, est accordé par la France. Le paragraphe second n'est ni clair ni juste, & l'on propose définitivement qu'il soit libellé dans la forme suivante;

Les Nations sauvages intermédiaires, qui sont entre les lacs & le Mississipi, en dedans de la ligne tracée, seront neutres & indépendantes sous la protection du Roi; & celles qui seroient hors de la ligne du côté des Anglois, seroient de même neutres & indépendantes sous la protection du Roi d'Angleterre. Il sera également interdit aux Traiteurs Anglois d'aller chez les Nations sauvages au-delà de la ligne de part & d'autre; mais lesdites Nations ne seront point gênées dans la liberté du commerce avec les François & les Anglois, comme elles l'ont exercé jusqu'à présent.

I I I.

QUOIQUE l'on sente en France combien

il est contraire à la conciliation, que la partie qui cede, propose à la partie qui a conquis & qui veut conserver, des cessions de possessions qui ne sont pas bien connues; quoique l'on ne doute pas que cette forme, demandée par l'Angleterre ne soit sujette à des difficultés sans nombre, cependant le Roi, afin de marquer sa complaisance à tous les tempéraments qui pourroient rapprocher les deux Cours, veut bien déclarer à l'Angleterre qu'il garantira à cette Couronne la possession du Sénégal & de l'isle de Gorée, pourvu que l'Angleterre garantisse de son côté à la France, sur la côte d'Afrique, la possession des établissemens d'Anamabou & d'Akra.

L'ARTICLE IV de la Réponse renferme beaucoup d'objets qui méritent chacun en particulier une explication.

L'Angleterre cherche toujours à accoler la liberté de la pêche & de la sécherie sur une partie des Côtes de l'Isle de Terre-Neuve, convenue par l'Article XIII du Traité d'Utrecht, avec l'Article IX du même Traité, qui stipule la démolition de Dunkerque; on répondra pour la quatrième & dernière fois à l'Angleterre, que ces deux stipulations du Traité d'Utrecht n'ont rien de commun entre elles, si ce n'est qu'elles sont comprises dans le même traité; & que la concession expliquée en faveur des François, dans l'Ar-

Article XIII de ce Traité, est une compensation de la cession de l'Isle de Terre-Neuve & d'Anapolis-Royale, faite de la part de la France à l'Angleterre, par le XII.^e & le XIII.^e Article du même Traité.

Mais afin que les deux Cours s'entendent clairement sur cet objet, & pour le bien de la paix, le Roi consent de démolir les ouvrages qui ont été faits pour la défense du Port de Dunkerque depuis le commencement de cette guerre, de combler le bassin qui peut contenir des vaisseaux de guerre, & de détruire les bâtimens servants à une corderie; mais en même temps Sa Majesté laissera subsister pour le bien de l'Angleterre, ainsi que pour celui de la France, le Port marchand, qui ne peut pas recevoir une Frégate; Elle s'engagera à ne souffrir aucun établissement maritime militaire dans ce Port; on laissera subsister autour de la place la cunette construite pour la salubrité de l'air, & la santé des habitans.

Quant à la pêche & à la sécherie sur le banc de Terre-Neuve, le Roi demande que l'Article XIII du Traité d'Utrecht soit confirmé par le Traité actuel.

Pour ce qui est de la condition proposée par l'Angleterre, sur la liberté de la pêche, reconnue appartenir aux François dans le Golfe Saint-Laurent, la France accorde que, hors la partie de l'Isle de Terre-Neuve, dési-

ignée par l'Article XIII du Traité d'Utrecht ; les François (à moins d'accidents) ne pourront aborder sur les Côtes appartenantes à l'Angleterre dans le Golfe Saint-Laurent , soit pour y sécher leur poisson , soit pour tendre des filets sur lesdites Côtes ; mais hors ces deux exceptions , les François auront la liberté de pêcher , sans trouble , dans toutes les parties dudit Golfe Saint-Laurent.

Quant à la cession de l'Isle de Saint-Pierre , la petitesse de cette Isle & sa position auprès de Plaisance , ont fait juger au Roi que cet abri seroit illusoire & serviroit plutôt à faire naître des contestations entre les deux Nations , qu'à procurer des facilités pour la pêche aux sujets François.

Le Roi avoit demandé l'Isle du Cap-Breton ou l'Isle de Saint-Jean à l'Angleterre , Sa Majesté s'étoit restreinte à la petite Isle de Canceau , Elle fait encore la même proposition à Sa Majesté Britannique , ou si le Roi d'Angleterre ne peut pas , par des raisons que l'on ne pénétre pas en France , convenir de la cession de l'Isle de Canceau , on propose d'ajouter à l'Isle de Saint-Pierre la cession de l'Isle de Maquelon ou de Michelon , deux Isles dont l'une qui est Saint-Pierre a une lieue de largeur , & Michelon deux lieues. Quelque peu consi-

dérable que soient ces deux établissemens ; qui proprement n'en forment pas un , le Roi les acceptera & veut bien s'imposer la condition , 1^o. qu'il n'y aura dans l'une & l'autre Isle ou dans celle de Canceau , si l'Angleterre cede cette derniere , aucun établissement militaire , la France entretiendra seulement une garde de cinquante hommes pour prêter main-forte à la police qu'il sera nécessaire de maintenir dans ces Isles.

2^o. Autant qu'il sera possible , vu la foiblesse de la garde de police , le Roi empêchera tous bâtimens étrangers , même Anglois , d'aborder dans ces Isles.

3^o. La France ne prétend pêcher & sécher la morue sur la Côte de Terre-Neuve que selon la stipulation de l'Article XIII du Traité d'Utrecht , pourvu que l'on entende que les François pourront sécher & pêcher sur les Côtes de Saint-Pierre & de Michelon.

4^o. Enfin , le Roi permet qu'il réside un Commissaire Anglois dans lesdites Isles , qui sera témoin de l'exaëtitude avec laquelle l'on observera les conditions arrêtées dans le Traité.

V.

Le partage des quatre Isles neutres doit être spécifié entre les deux Cours dans les

préliminaires : la France accepte le partage de ces Isles qui sera proposé par l'Angleterre, pourvu que l'Isle de Sainte-Lucie soit déclarée faire partie du partage qui sera réglé en faveur de la France.

V I.

Le Roi, sans s'arrêter à la discussion de l'Article VI, consent à cet article ainsi qu'à l'Article VII.

V I I I.

Le Roi, sur l'Article VIII s'en rapporte à l'Article VII de son Ultimatum. Il n'est pas au pouvoir de Sa Majesté d'évacuer des Pays qui appartiennent à l'Impératrice Reine son Alliée.

I X.

L'ARTICLE IX. de la Réponse d'Angleterre demande des explications, car il est rédigé de façon qu'il ne présente pas un sens bien clair; il suppose des engagements respectifs du Roi vis-à-vis de l'Impératrice, & de l'Angleterre à l'égard du Roi de Prusse, qui ne sont pas connus des deux Cours. L'on ne pense pas en France que le Roi d'Angleterre ne puisse empêcher les Alliés de sa Couronne, tels que les Souverains d'Hannovre, de Cassel & de Brunswick, de joindre leurs Troupes à celles du

Roi de Prusse ; mais sans éclaircir une discussion qui devient inutile , le Roi déterminé , pour le bien de la paix , à faire les sacrifices les plus considérables , est en même temps irrévocablement résolu de ne rien accorder , dans le futur Traité de paix , qui soit contraire aux stipulations auxquelles il s'est engagé avec ses Alliés. C'est de leur aveu & d'un concert mutuel que le Roi a proposé à l'Angleterre , relativement à la guerre de Westphalie , l'Article X.^e du Mémoire des propositions de Sa Majesté , & les Articles VII & XIII de l'Ultimatum de la France. Le Roi s'en tient à ces trois Articles en réponse aux Articles VIII & IX de la Réponse de l'Angleterre ; sauf cependant d'écouter & de traiter sur de nouvelles propositions que l'Angleterre pourroit faire sur ces objets , qui seroient communiquées aux Alliés du Roi , & auxquelles Sa Majesté se prêteroit , de l'aveu de l'Impératrice , si elles n'étoient pas contraires aux engagements de Sa Majesté avec cette Princesse.

X.

LA France pense que ses propositions , relativement aux prises qui intéressent les Sujets du Roi , sont si justes , qu'Elle les soutient & s'en rapporte , sur cet objet , à l'Article XII de ses propositions.

X I.

LE ROI, après la signature du *Traité*, même des *préliminaires*, donnera une *déclaration*, signée de sa main, au *Roi d'Angleterre*, par laquelle Sa *Majesté* déclarera que son intention n'a jamais été d'unir à sa puissance les villes d'*Ostende* & de *Nieuport*.

X X I I.

POURVU que les termes de la cessation des hostilités ne puissent nuire à l'une ni à l'autre *Couronne*, la *France* en conviendra.

X I I I.

LA France adopte la négociation entre les *Compagnies des Indes des deux Nations*, avec la condition que cette négociation sera terminée en même temps que celle des deux *Couronnes*; & pour cet effet l'une & l'autre *Compagnie* commenceront leur négociation sans perdre de temps, & nommeront des *Commissaires* à cet effet.

X I V.

CET Article ne souffrira aucune difficulté. La *Cour d'Angleterre* rendra justice aux facilités considérables que la *France* apporte, par ce *Mémoire*, à la réconciliation des deux *Couronnes*.

On voit dans ce Mémoire que le premier Article de la réponse de l'Angleterre étoit accordé dans toute l'étendue qu'exigeoit la Cour de Londres ; la France demandoit simplement dix-huit mois , au lieu d'un an , pour l'émigration.

En accordant la premiere partie de l'Article II , qui cede tout le cours de l'Ohio à l'Angleterre , la France propoisoit sur le second point de cet Article , de convenir des Nations qui seroient réputées neutres entre le Canada , la Caroline , & la Louisiane ; cette proposition étoit d'autant plus raisonnable , qu'en convenant de cette séparation entre les possessions des deux Nations , on suivoit un systême équitable , on prévenoit pour l'avenir toutes les discussions sur les limites , & la France ne se mettoit pas dans le risque de perdre la colonie de la Louisiane , dès qu'il plairoit à la Cour de Londres de s'en emparer.

L'Angleterre , dans sa réponse , avoit persisté à exiger de la France la dénomination des possessions que le Roi desiroit d'avoir sur la côte d'Afrique. L'Article III satisfait à cette demande.

Le Roi accordoit dans l'Article IV la démolition de Dunkerque , telle qu'elle est possible ; car il ne le seroit pas d'établir de nouveau , comme après la paix d'Utrecht , un bâtiment contre la mer , qui l'emporteroit bien-

tôt inévitablement, d'ailleurs on offroit de détruire tout ce qui pouvoit avoir à Dunkerque l'apparence d'un port militaire. Personne n'ignore combien cette destruction devoit être affligeante pour la France.

On consentoit que la liberté de la pêche dans le golfe Saint-Laurent, & sur le banc & les côtes de Terre-Neuve, fût la compensation de la démolition de Dunkerque; on acceptoit la cession de l'Isle de Saint-Pierre à des conditions plus qu'onéreuses; l'union de celle de Miquelon à Saint-Pierre, étoit de la plus petite conséquence, & même le Duc de Choiseul a dit à M. Stanley que l'on n'insisteroit pas sur cette cession.

Il est vrai que le Roi rejetta la condition de la visite de l'Amiral Anglois, & que Sa Majesté étoit déterminée à refuser plutôt la possession de Saint-Pierre, que de consentir à cette visite, inutile pour le maintien des stipulations du Traité, & contraire à la dignité de la Nation Française, puisque cette condition ne paroissoit être proposée que dans la vue de marquer de la part des Anglois une supériorité déplacée.

Les autres Articles du Mémoire de la France expliquent assez clairement par eux-mêmes les intentions sinceres & pacifiques de Sa Majesté.

Les Articles VIII & IX de la réponse de l'Angleterre, ne pouvoient pas être

accordés dans l'état où ils étoient présentés ; ils demandoient au moins, sur-tout le dernier, une explication : car comment le Roi auroit-il pu faire évacuer l'Allemagne par ses troupes, & en même temps remplir ses engagements avec les Puissances ses Alliées dans l'Empire. Il y avoit une contradiction évidente dans cette proposition. On peut conjecturer que l'Angleterre vouloit dire dans son article IX, que la France, après avoir évacué la Westphalie, seroit la maîtresse d'envoyer des troupes en Bohême ou en Saxe, au secours de l'Impératrice Reine ; mais outre que cette marche auroit été aussi difficile que ruineuse pour l'armée du Roi, étoit-il proposable que Sa Majesté, quelqu'intimement liée qu'Elle soit à cette Princesse, abandonnât des possessions en Allemagne, conquises sur ses ennemis véritables, pour éloigner, sans communication, son armée de ses frontières, porter ses Troupes chez son Alliée, & faire la guerre au Roi de Prusse, qui n'est pas son ennemi direct ?

Telle étoit cependant la proposition de l'Angleterre. Le Roi répétoit dans son Mémoire ce qu'il avoit demandé précédemment, que les deux Couronnes restassent également en paix en Allemagne, comme dans les autres parties du monde, ou bien que l'Angleterre proposât un

moyen clair & honnête de concilier la fidélité du Roi envers ses Alliés avec la volonté de Sa Majesté de ne plus contribuer à la guerre d'Allemagne.

M. de Bussy remit le Mémoire du 9 Septembre à M. Pitt le 13 du même mois, & sans qu'il y ait eu aucune réponse à ce Mémoire de la part de la Cour Britannique, M. Stanley écrivit au Duc de Choiseul la Lettre ci-jointe, & reçut de ce Ministre le même jour la réponse qu'on joint pareillement ici.

N^o. XXX.

LETTRE de M. Stanley au
Duc de Choiseul, du 20
Septembre 1761.

MONSIEUR,

J'AI l'honneur d'informer V. E. suivant les ordres que j'ai reçus hier de ma Cour, que comme la Cour de France n'est point convenue d'accepter les propositions contenues dans la dernière réponse de la Cour Britannique, le Roi mon maître m'a commandé de vous demander un passeport pour retourner en Angleterre, ma Cour s'attend aussi que M. de Bussy, de son côté, recevra les mêmes ordres.

Comme l'état de guerre ne porte aucune atteinte aux sentiments personnels du Roi d'Angleterre pour Leurs Majestés Très-Chrétiennes, il est persuadé de la part qu'Elles voudront bien prendre à son mariage, & j'ai entre mes mains des lettres par lesquelles il communique cet événement heureux à Leurs Majestés. J'ai l'honneur d'en envoyer les copies à V. E. & je prends la liberté, Monsieur, de recourir à vos lumières, pour être informé de la manière la plus convenable de remettre ces lettres, suivant l'état de ma créance, & suivant les usages établis à votre Cour.

J'ai l'honneur d'être, &c.

Signé STANLEY.

N^o. X X X I.

RÉPONSE du Duc de Choiseul
à M. Stanley, du 20 Septembre
1761.

LE ROI m'a ordonné, Monsieur, de vous expédier les passeports qui vous sont nécessaires pour retourner en Angleterre; vous les trouverez ci-joints. M. de Bussy avoit ordre de demander des éclaircissements sur la dernière réponse d'Angleterre, & de revenir en France si ces éclaircissements n'étoient pas

favorables. Ils ne l'ont sans doute pas été, puisque votre Cour a prévenu son retour par votre rappel. Quoi qu'il en soit, Monsieur, Sa Majesté espere qu'un moment plus heureux disposera plus efficacement les esprits à la paix, & Elle m'a chargé de vous marquer que vous pouviez assurer le Roi d'Angleterre qu'il la trouveroit toujours disposée à renouer la négociation & à convenir des conditions équitables qui pourront rétablir une union solide entre les deux Couronnes.

Le Roi a pris la part la plus sensible au mariage du Roi d'Angleterre. Si vous voulez bien m'adresser les Lettres de Sa Majesté Britannique, je les remettrai à Leurs Majestés, J'ai l'honneur d'être, &c.

Signé **LE DUC DE CHOISEUL**.

Dans le même temps, M. de Buffly apprit à Londres que l'on avoit dépêché un courier à M. Stanley pour le rappeler; il s'éclaircit de ce fait, & d'après la certitude qu'il en eut de la part du Ministère Britannique, il demanda, conformément aux ordres qu'il avoit reçus, les passeports qui lui étoient nécessaires pour revenir en France.

C'est ainsi que la négociation entre les deux Couronnes a été terminée. Ceux qui disent si facilement & à tout propos qu'il

faus

faut faire la paix, ne pensent pas que quelle que soit la volonté d'un Souverain pour le rétablissement de la tranquillité, son desir ne peut être efficace que lorsqu'il est également sincere de la part des autres parties belligérantes, & l'on conviendra à la lecture de ce Mémoire que le Roi n'a rien négligé pour parvenir à une réconciliation, on ne peut pas dire que les Alliés de Sa Majesté en Allemagne ont été le motif de la rupture de la négociation. On a prouvé que la guerre que le Roi soutient en Westphalie est une guerre purement Angloise, qui ne procure aucun avantage ni aux deux Impératrices, ni à la Suede, ni à la Saxe; d'ailleurs, la proposition faite par la France de ne fournir aucuns secours ni directs ni indirects à ses Alliés en Allemagne, démontre évidemment que la guerre de Westphalie n'a dû ni pu être un obstacle à la paix.

L'Angleterre & quelques autres Cours ont voulu faire croire que les liaisons du Roi avec S. M. Catholique, & la proposition faite par la France de concilier les différends de l'Espagne avec l'Angleterre en même temps que ceux qui étoient l'objet principal de la négociation, avoient tellement indisposé la Cour de Londres, qu'Elle s'étoit refusée pour cette seule raison aux moyens de conclure la paix. Il est vrai,

comme on l'a déjà vu, que le Ministère Anglois a rejeté avec hauteur l'idée que la sage prévoyance du Roi l'avoit engagé à suggérer au Roi d'Angleterre, dans la vue de faire une paix solide & de détruire absolument tous les obstacles qui pouvoient s'opposer à la durée de la tranquillité que Sa Majesté travailloit à rétablir : il est vrai aussi que depuis le premier Mémoire de la France il n'a plus été question des différends de l'Espagne dans les propositions faites par la Cour de Versailles à celle de Londres ; Sa Majesté Catholique a même fait déclarer au Roi que si les objets qui intéressoient la Monarchie Espagnole, pouvoient embarrasser la négociation & retarder la paix, Elle consentoit que ces objets ne fussent plus traités de la part de Sa Majesté. En effet, on le répète, depuis le premier Mémoire de la France il n'a plus été question de l'Espagne. On ne peut donc pas supposer que les intérêts des Alliés du Roi aient été un obstacle à la pacification. Il reste à examiner si la négociation a pu être rompue par rapport aux articles qui font un sujet de discussion particulière entre les deux Couronnes.

Il faut se rappeler ici, conformément au tableau présenté au commencement de ce Mémoire, quelles étoient les possessions acquises depuis le commencement de cette

guerre par les deux Couronnes, lorsque la négociation a été entamée sur la base de *l'uti possidetis*.

L'Angleterre avoit conquis sur la France dans l'Amérique Septentrionale, le Canada & les Isles Royale & de Saint-Jean situées dans le golfe Saint-Laurent ; dans l'Amérique méridionale, les Isles de la Guadeloupe & de Marie-galante ; en Afrique, le Sénégal & l'Isle de Gorée ; en Asie, Pondichery & les établissemens François de la côte de Coromandel.

En Europe, l'Isle de Belle-Isle, attaquée depuis le commencement de la négociation & postérieurement aux époques du *statu quo*, proposées par la Cour de France.

L'uti possidetis de la France comprenoit en Asie les comptoirs Anglois sur la côte de Sumatra & d'autres avantages du côté du Mogol, dont on n'avoit que des détails imparfaits ; en Europe l'Isle de Minorque, le Landgraviat de Hesse, le comté de Hannau & la ville de Gottingen dans l'Electorat d'Hannovre. Enfin, la France avoit rétabli ou pouvoit jouir de la liberté que lui donnoit la rupture du traité d'Utrecht, de rétablir le port de Dunkerque.

Le Roi offroit de garantir le Canada à l'Angleterre dans toute l'étendue qui étoit demandée par la Cour de Londres.

Sa Majesté proposoit que l'on confirmât

à la France le droit de la pêche & de la
 pêche sur les côtes & bancs de Terre-
 neuve, ainsi que dans le golfe Saint-Lau-
 rent, & Elle consentoit, à cette condition, à
 la démolition de Dunkerque.

Le Roi proposoit de rendre à l'Angle-
 terre l'Isle Minorque, pour celles de la
 Guadeloupe & de Marie-galante.

Sa Majesté consentoit d'évacuer la Hesse,
 le comté de Hanau & Gottingen, pourvu
 que l'un des deux établissemens qu'Elle
 avoit perdus en Afrique lui fût restitué.

Les Compagnies des Indes des deux Na-
 tions devoient, conformément à leurs in-
 térêts réciproques, traiter entre elles leur
 pacification particulière.

Si la conquête de Belle-Isle étoit recon-
 nue justement faite, quoique entreprise
 après la proposition de *luti possidetis*, la
 France acquiesçoit à ce que la possession
 de cette Isle importante restât à l'Angle-
 terre.

Qui pourra nier, d'après ce tableau,
 que la France n'a pas suivi avec scrupule,
 dans toutes ses propositions, le principe
 de son Mémoire du 26 Mars? Pourra-t-on
 en même temps ne pas convenir que les
 compensations offertes par le Roi, n'aient
 été aussi avantageuses pour l'Angleterre
 qu'Elle pouvoit le desirer?

Il résulte donc évidemment que les

Alliés de la France en Allemagne, n'ont pas pu être un obstacle à la paix, puisqu'ils ne prennent aucune part à la guerre qui se fait en Westphalie, ni ne sont aidés par les forces du Roi dans la guerre qu'ils soutiennent en Saxe, en Silésie & en Poméranie : d'ailleurs on proposoit, de la part de la France, à l'Angleterre, que les deux Cours se retirassent absolument de cette guerre.

Il est également démontré que l'Espagne ne peut pas être citée comme un empêchement à la pacification, puisque le Roi n'a pas renouvelé la proposition de joindre l'accommodement des différends de cette Couronne au Traité qu'on négocioit entre les Cours de Versailles & de Londres, & Sa Majesté Catholique a approuvé ce silence.

Il est certain que les conditions & les compensations offertes par la France, pour conclure sa paix particulière avec l'Angleterre, sont toutes à l'avantage de cette dernière Puissance ; que la Cour de Londres, si Elle eût désiré la paix, ne pouvoit pas prétendre au-delà de ce qu'Elle avoit conquis, & que la France lui accordoit purement & simplement tout ce qui n'étoit pas compensé par quelque restitution de sa part.

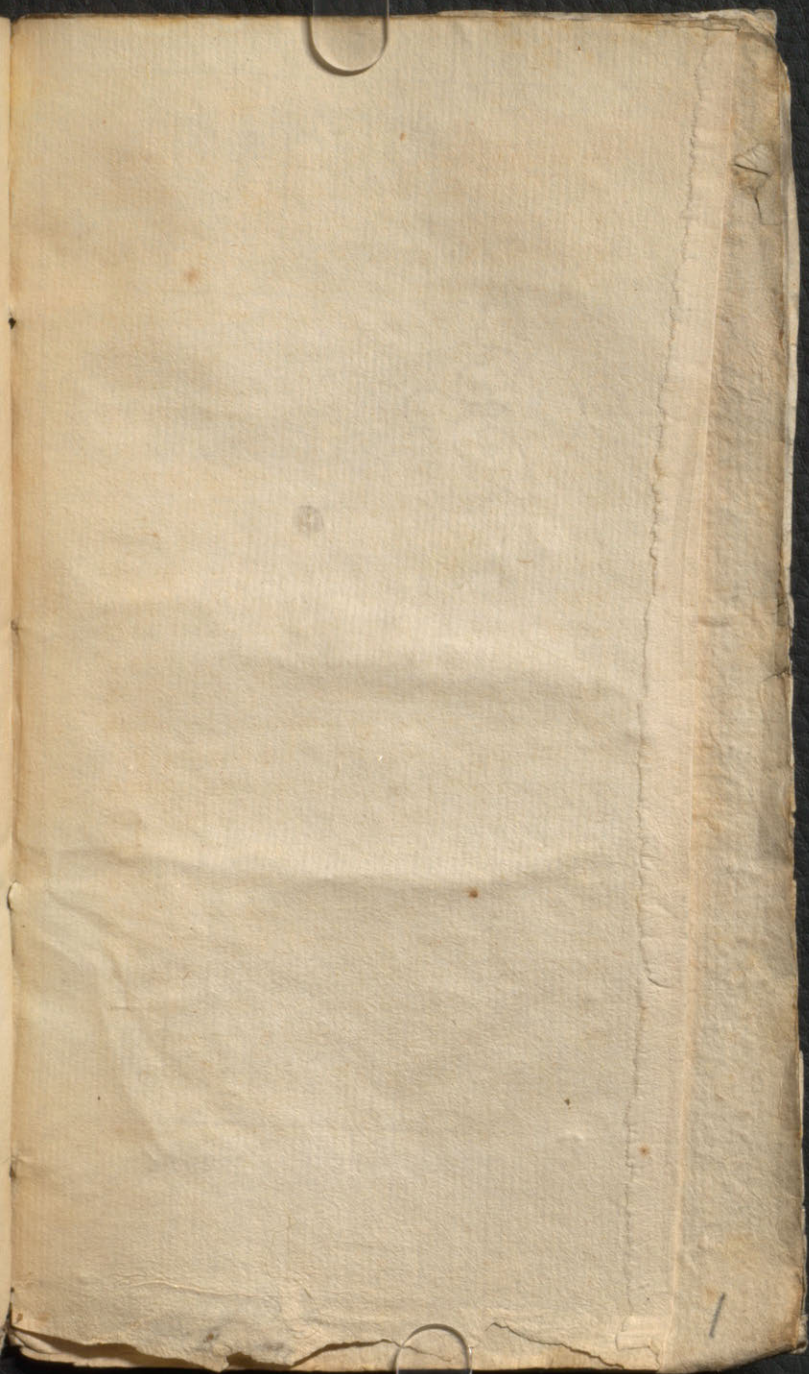
Ce détail conduit nécessairement à la question, que l'Univers entier, qui souf-

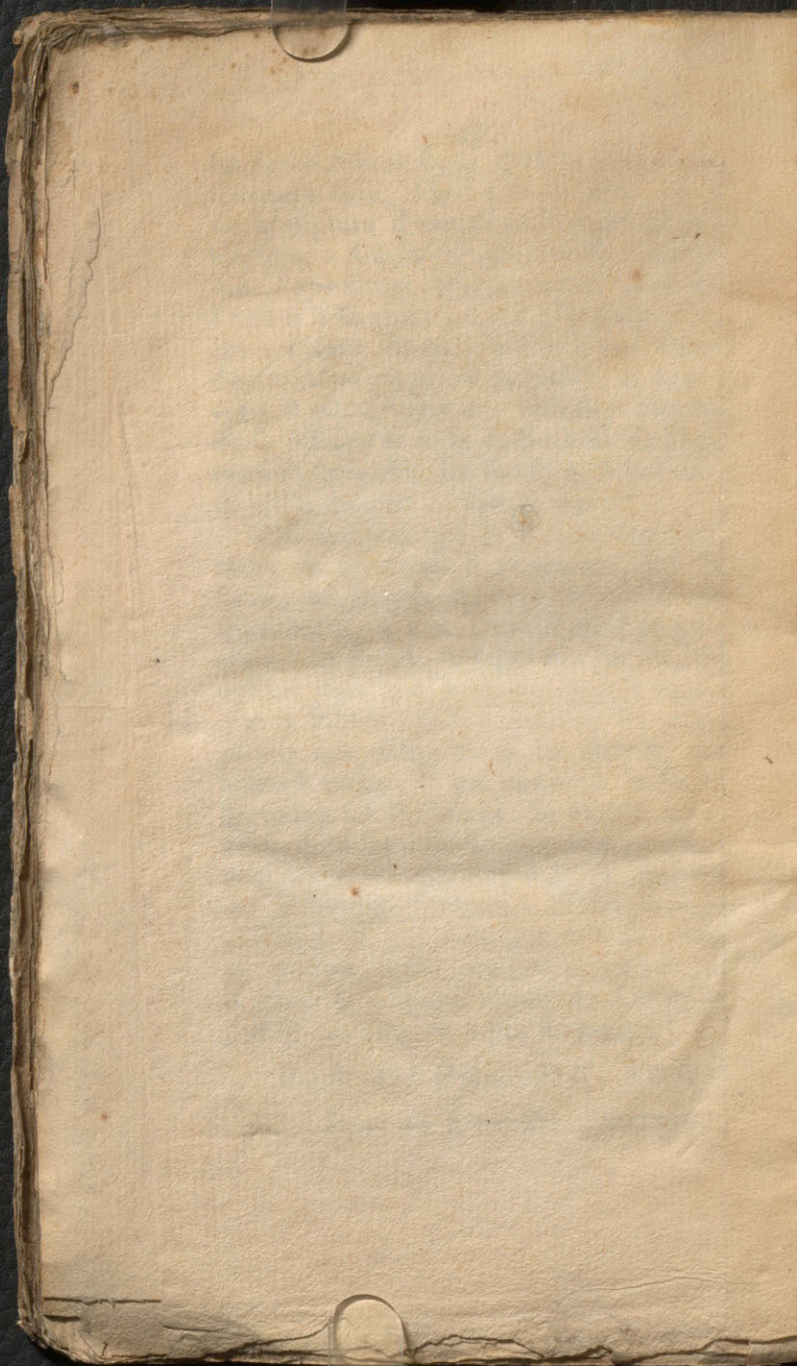
fre des malheurs de la guerre, doit naturellement faire. Quel a donc été le motif de la rupture d'une négociation aussi intéressante? Ce motif n'a d'autre principe que l'opposition absolue de la Cour de Londres à la paix; il a été impossible d'inspirer l'esprit de conciliation à une Cour déterminée à perpétuer la guerre, & beaucoup moins affectée des véritables intérêts de sa Nation & de la destruction de l'humanité, qu'enflée des succès qu'Elle a eus, & avide de ceux qu'Elle se promet.

C'est à regret que le Roi se voit contraint de continuer à s'opposer, par la force, au progrès des vues ambitieuses de ses ennemis, & dans l'impossibilité de procurer à ses Peuples le repos que Sa Majesté desiroit pour leur bonheur: le Roi espère que la Providence fera échouer les vastes projets que l'Angleterre ne cherche pas même à voiler, & qui menacent la sûreté de toutes les Puissances: Sa Majesté invariable dans ses dispositions pacifiques, sera toujours prête à concourir à tous les moyens qui seront jugés propres à rétablir la tranquillité publique, & ne fera nulle difficulté de sacrifier, même ses propres intérêts, à la gloire & à la consolation de donner la paix à l'Europe & à son Royaume.

PAR ORDRE DU ROI.

Signé *LE DUC DE CHOISEUL.*





393

H. 393

